

Gaston CALMETTE
Directeur-GérantRÉDACTION — ADMINISTRATION
26, rue Drouot, Paris (9^e Arr.)POUR LA PUBLICITÉ
S'adresser, 26, rue Drouot
A L'HOTEL DU « FIGARO »
ET POUR LES ANNONCES ET RÉCLAMES
Chez MM. LAGRANGE, CERF & C^o
8, place de la Bourse

SOMMAIRE

PAGES 1, 2 ET 3

La loi qu'il faudrait faire : UN CONTRIBUABLE.
Figures et croquis : JULES SIMON.
Le Concours hippique : CH. D.
La crise orientale.
Dessin : Celle qui arrive : ABEL FAIVRE.
Impressions : Deux hommes, deux politiques : RENÉ MARCHAND.
Lettre de Naples : N. DASPUR.
Postes, Télégraphes et Téléphones : Fin de grève : LOUIS LATZARUS.

PAGES 4, 5 ET 6

La Chambre : Les Conseils de guerre : PAS-
PERDUS.
Le Sénat : A. A.
Autour de la politique : AUGUSTE AYRI.
Le bilan de la marine : MARC LANDRY.
Le Monde religieux : Un projet de loi : JULIEN
DE NARON.
Journaux et Revues.
Les miettes de la science : L'équipement des
fls électriques : EMILE GAUTIER.
Les autobus de demain.
Au pôle Sud.
Gazette des Tribunaux : L'enlèvement de Mlle
Bassot : GEORGES CLARETTE.
Mouvement médical : HORACE BIANCHON.La Loi
qu'il faudrait faire

A Monsieur le Directeur du FIGARO.

L'insurrection a pris fin. Les fonctionnaires chargés d'assurer la circulation de nos courriers et de nos dépêches ont bien voulu revenir aux tables de travail qu'ils avaient commis « le crime » de désert (le mot est d'un ministre). Ils consentent à reprendre la besogne interrompue au préjudice du pays tout entier, et pour le bon accomplissement de laquelle nul contribuable, que je sache, n'a cessé, depuis huit jours, de payer — ou de devoir l'impôt.

Les postiers et les télégraphistes reviennent-ils à l'ouvrage en rebelles soumis ? ou vaincus ? pas le moins du monde. Ils couchent sur leurs positions, comme disent les militaires. Ils se vantent d'avoir tenu le gouvernement et la société, durant une semaine, en échec, et de ne revenir au travail que « parce qu'ils le veulent bien ».

Ils ont raison de porter haut la tête. En réalité, ce sont eux les vainqueurs. On ne leur a pas avoué la chose en toutes lettres ; mais on leur a fait comprendre, aussi clairement que possible, que si on avait le désir de leur pardonner, on avait plus encore celui d'être pardonné par eux.

Leurs meneurs ne seront point punis. Des pertes énormes qu'on subira, à cause d'eux, l'industrie et le commerce, des embarras, des inquiétudes, des douleurs que causa dans le monde entier l'interdiction *valable* des services dont ils avaient la charge, nul d'entre nous ne sera dédommagé ; des dégâts matériels, des destructions commises par leurs propres mains, nul d'entre eux ne sera jugé responsable. Et quant aux associations par qui fut fomentée et menée l'émeute, elles n'ont rien à redouter de qui que ce soit. Il est convenu qu'on « passe l'éponge » sur l'insurrection d'hier et que les ministres demeurent plus disposés que jamais à reconnaître les droits de ces associations, à vénérer leur prestige, à « causer » avec elles. On a déjà pris des rendez-vous.

Il n'y a donc aucune raison de supposer que cette reprise du travail soit, de la part des grévistes d'hier, l'indice de dispositions vraiment pacifiques. Le dénouement, tout à fait rassurant pour eux, de l'échauffourée dont, une fois de plus, le pays seul aura supporté le préjudice et payé les frais, apparaît plutôt comme un encouragement à « recommencer », le jour où, de nouveau, les circonstances sembleront propices. Et il n'y a pas de raison non plus pour qu'un si édifiant exemple ne soit pas, à bref délai, suivi par d'autres catégories, par toutes les catégories de nos fonctionnaires.

Il est supposable que nos douaniers doivent bien avoir, eux aussi, quelques « revendications » à faire valoir ; que, parmi les agents de police, il y a de braves gens qui n'« avancent » pas, eux non plus, aussi vite et de la manière qu'ils voudraient, et que chez les ouvriers des arsenaux, et dans la gendarmerie, et dans l'armée, et dans la flotte, il n'y a pas que des hommes parfaitement satisfaits de tout. Pourquoi ceux-là aussi ne s'offriraient-ils pas demain le régal d'un peu de rébellion, voire d'une grève ?

Le « coup d'éponge » dont viennent de bénéficier les camarades de la poste et du télégraphe est, en effet, pour tous les mécontents, la preuve éclatante que, contre des fonctionnaires en révolte — contre des serviteurs de l'Etat prêts à trahir et à ruiner l'Etat, — le gouvernement est désormais résolu à ne rien oser.

Est-ce sa faute ?
Pas tout à fait. Il faut avoir l'honnêteté de le reconnaître : dans l'état présent de nos lois, le gouvernement NE PEUT RIEN contre une révolte de fonctionnaires.

M. Barthou, ministre des postes et télégraphes, présentait, il y a quelques jours, à la signature du chef de l'Etat, un très sage décret, qui est bien l'implicite aveu du danger terrible auquel nous sommes tous, à cette heure, exposés. Mais on se demande quelles peuvent être, dans la pratique, les effets d'une

telle mesure, et si elle peut servir à quoi que ce soit.

Le ministre a désormais, aux termes de ce décret, le droit — en cas de grève ou de rébellion concertée de fonctionnaires — de révoquer les coupables, sans attendre qu'un conseil de discipline ait statué sur leur cas. A une faute exceptionnelle — si exceptionnelle qu'aucune loi jusqu'ici ne l'avait prévue — le ministre oppose un châtiment d'exception. Rien n'est plus logique. Rien n'est plus juste. Mais avouons-le : ce sage décret, c'est une lame d'épée tirée contre une charge de cavalerie. On écorche au passage la peau d'un cheval, et l'escadron passe.

Combien de fonctionnaires la grève d'hier rassemblerait-elle contre nous ? Disons dix mille. On ne révoque pas dix mille fonctionnaires. Supposons qu'ils eussent été deux mille seulement : on ne révoque pas deux mille fonctionnaires. On ne supprime pas instantanément d'une corporation dix mille, ou deux mille, ou cinq cents individus dont le savoir technique et le travail contribuent à assurer, jour à jour et d'heure en heure, le fonctionnement de la vie et de l'activité d'un pays de millions d'hommes.

On peut assurément, pendant quelques jours, laisser les services en détresse, inviter le public à la patience, confier à quelques centaines de troupiers, que cette besogne amuse, des distributions de lettres, accélerer quelques concours d'amateurs bénévoles ou exaspérés... Mais ce n'est point là une solution. La vérité, c'est qu'un bon « manipulateur », un bon ouvrier des télégraphes, un bon postier ne s'improvisent point ; que ces hommes ne sauraient être remplacés à l'ouvrage, sur l'heure et en masse, comme le seraient des casseurs de pierres ou des boueux, et que, s'il plait, dans huit jours, aux postiers et aux télégraphistes de recommencer la grève, nous serons de nouveau sans armes contre eux. L'expérience d'hier le démontre avec évidence.

Le répète : il n'existe, dans l'état présent de nos lois, aucun moyen d'empêcher des fonctionnaires de faire grève, et il n'existe aucun moyen de les punir. C'est là le péril. Il est immense, et jamais n'est apparu plus pressante la nécessité de le conjurer.

Le peut-on ?
Parfaitement. Et de la façon la plus simple du monde. Une loi manque. Il faut faire cette loi-là.

On nous objectera l'immoralité des lois « de circonstance » ou « d'exception ». Mais il ne s'agit ici ni de priver une catégorie quelconque de citoyens de leurs droits naturels, ni d'atteindre en son principe aucune institution ; il ne s'agit ni d'opprimer ni de diminuer personne. Il s'agit d'opposer légalement une résistance à la menace d'un crime social que le législateur a oublié de prévoir, et de punir.

Le serviteur de l'Etat, qui se révolte et fait grève, est un « ennemi de l'intérieur » ; il faut le traiter comme tel. Son crime est aussi clair, aussi incontestable que celui de l'homme qui vole ou de l'homme qui tue ; et la Loi qui le frappe ne sera pas plus une loi « de circonstance » ou « d'exception » que celle en vertu de laquelle le voleur est envoyé à la maison centrale, et l'assassin aux travaux forcés.

Mais ici l'ennemi est une foule ; il ne peut donc être traité comme un individu. Encore une fois, on ne révoque pas dix mille fonctionnaires ; on ne met pas une foule en prison. Le devoir de la société, impuissante à châtier dix mille rebelles d'un coup, consistera donc à empêcher que cette foule ne puisse ou ne veuille être rebelle.

Comment y arriver ?
On a proposé d'appliquer aux fonctionnaires la loi de mobilisation qui les assimile, en cas de grève, à des déserteurs. C'est le système pratiqué, dans un pays voisin, au personnel des chemins de fer. Mais cette « militarisation » de fonctionnaires civils répugnerait, sans doute, à nos mœurs, et surtout elle laisserait subsister, en cas de grève, le danger que je signalais tout à l'heure : celui du désarroi généralisé qu'une répression simultanément appliquée à plusieurs centaines ou milliers de personnes occasionnerait dans les services.

J'y insiste : ce qu'il faut, c'est prévenir si sévèrement l'insurrection qu'on n'ait point à la réprimer plus tard.

Et cette « prévention », ne pourrait-on, monsieur le Directeur, la réaliser au moyen d'une loi — d'une sorte de loi martiale — qui aurait pour objet de désarmer d'avance l'insurrection, comme on désarme un malfaiteur ?

En vertu de cette loi, seraient prises contre les fonctionnaires en grève — dès le moment où la cessation du travail aurait été proclamée par eux — les mesures suivantes :

1^o Défense à ces fonctionnaires — aussi longtemps que durerait la cessation du travail — de s'assembler en des locaux publics, dont la police serait chargée de leur interdire l'accès ;2^o Occupation par la police (ou par la troupe, sous la responsabilité de l'autorité civile) des sièges des associations ;3^o Interdiction d'afficher aucun appel, aucune proclamation, aucun document relatif à la grève ;4^o Arrestation de toutes personnes — administrateurs ou délégués d'association, tenanciers de salles de réunion, ou entrepreneurs d'affichage — qui auraient contrevenu à la loi.

Il y aurait un autre moyen, encore, de dégoûter ces messieurs d'entreprises d'émancipation qui n'ont été jusqu'ici ruineuses que pour le pays, — pour le pays qui les paye : ce serait d'ajouter à cette loi de prévention un simple article aux termes duquel tout fonctionnaire qui aurait fait grève verrait son droit à la re-

traite RETARDÉ, à raison d'un, deux, trois, six mois (ce serait un chiffre à fixer) par journée de cessation de travail, ou supprimé tout à fait.

J'ajoute qu'une telle loi serait incomplète si les effets en étaient strictement limités aux corporations d'ouvriers ou d'employés que l'Etat salarié.

Tous les services publics ne sont point aux mains de l'Etat ; certaines industries privées tiennent en main (nous en avons fait l'épreuve) une partie de notre sécurité, et de leur désorganisation peuvent résulter, en un jour, des désastres publics. Quels sont ces industries et ces services ?

Le complexe en est vite fait. Ce sont les services d'éclairage, les services de voirie, les services d'eaux, les chemins de fer et la boulangerie.

Car, en quelque état de crise et de désarroi que soit une société, elle a des besoins qui exigent d'être, jour à jour, satisfaits. Il faut voir clair ; il faut que la rue soit balayée ; il faut que de n'importe quel point à l'autre du territoire une communication rapide demeure possible ; il faut qu'à défaut de tout le reste il y ait de l'eau à boire et du pain à manger.

Il ne saurait être question de punir, pour cause de cessation de travail, les ouvriers ou employés qui appartiennent à ces diverses corporations, puisque tous (sauf une petite partie du personnel des chemins de fer) sont des travailleurs libres, et sur qui l'Etat-patron n'a aucun droit ; mais peut-être la question se posera-t-elle un jour de savoir si des mesures préventives analogues à celles que j'indiquais plus haut ne devraient pas être appliquées, en cas de grève déclarée, à ces corporations.

Aussi bien savons-nous par expérience tout ce qu'il y a de facile en beaucoup de ces « mouvements » ouvriers, et quel service on rendrait à la plupart des malheureux qu'appelle le *meeting*, en les déviant des orateurs qu'ils y rencontrent et des consignes qu'on leur y inflige !...

Voilà, sans doute, de bien « réactionnaires » propos, monsieur le Directeur ? Celui qui vous écrit n'est pourtant pas, je vous assure, un réactionnaire. C'est un républicain très sincère, mais un peu las ; — las de voir le désordre s'installer partout, l'insécurité grandir, le prestige des institutions et l'autorité des chefs s'en aller en miettes ; las de payer des impôts de plus en plus lourds, et d'en avoir, de moins en moins, pour son argent.

Un contribuable.

Échos

La Température

Hier matin, Paris s'est réveillé sous un ciel couvert d'une épaisse nappe brumeuse, qui, par instants, a plongé la ville dans une obscurité complète, quelques courtes ondées sont tombées pendant la matinée ; malgré ce mauvais temps, la température est très douce ; au moment où Paris était pour ainsi dire, dans une nuit profonde, le thermomètre marquait 7° au-dessus de zéro ; l'après-midi, il atteignait 12° ; la pression barométrique accusait 755 mm.

Une vaste zone de pression un peu basse s'étend sur tout l'ouest et le sud de l'Europe ; elle présente de nombreux minima. Des chutes de pluies ont continué sur l'ouest et le centre du continent. On signale des brouillards au pas de Calais et sur la mer du Nord.

La température a baissé légèrement dans toutes nos régions.

Départements, le matin, au-dessus de zéro : 4° à Belfort, 5° à Limoges, 6° à Dunkerque, à Nantes, à Mars, à Besançon, 7° à Lorient, à Clermont, à Charleville, à Nancy et à Lyon, 8° à Cherbourg, à Brest, à Bordeaux, à Toulouse et à Cette, 9° à Ouessant, à Rochefort, à Cap-Béarn et à Perpignan, 10° à Marseille, 12° à Biarritz, 15° à Orléans, 16° à Alger.

En France, des pluies sont encore probables dans l'est et le Sud.

La température du 23 mars 1908 était, à Paris : 7° au-dessus de zéro le matin et 11° au-dessus l'après-midi ; baromètre : 755 mm ; temps nuageux.

Monte-Carlo : Température (Terrasse du Casino), à dix heures du matin, 20° ; à midi, 23°. Temps beau.

Les Courses

Aujourd'hui, à deux heures, Courses au Tremblay. — Gagnants du Figaro :

Prix Martagon : Kennebec ; Hespéride II. Prix Escarboucle : Melpomée ; Samaratine. Prix Kendal : Darradoun ; Hawai. Prix Rouge-Rose : Brumaire ; Lilian. Prix Doncaster : Champeroux. Prix Bend-Or : Roscoff ; Wagonnette.

LE PREMIER PAS

La grève est terminée par la victoire des postiers. La Chambre a pour ainsi dire obligé le gouvernement à cette capitulation, car les députés, sur la motion de M. Viollette, avaient assez nettement indiqué l'avis qu'ils préféraient la reprise du travail à toute résistance plus prolongée : le gouvernement, après de très nobles surseaux d'énergie, a donc cédé sur tous les points. Il n'y aura ni révolutions, ni réprimandes, ni suspensions. Ils n'ont même pas à redouter un simulacre de répression, ceux qui, pour donner une leçon à un sous-secrétaire d'Etat madoir, ont injurié les représentants du pays, menacé le Parlement, trahi leur devoir, détruit les appareils de télégraphie, saboté le matériel, enlevé des centaines de millions à notre commerce et à notre industrie, arrêté pendant dix jours la vie nationale, isolé la France du reste du monde au moment le plus difficile de notre politique extérieure ! Ceux-là n'ont rien à craindre : ils sont revenus, à l'heure consentie par eux, et

tout est joie, remerciements ou félicitations autour d'eux.

Il n'y aura qu'une révocation, celle de l'homme malade, le docteur Simyan, qu'ils réclament et qu'ils auront, avec fort peu de patience, dans quelques jours.

C'est dommage.

Ce qui est encore plus fâcheux, c'est que le ministère, malgré son désir à peu près unanime de sévir, ne pouvait céder s'il ne voulait pas mettre en très mauvaise posture la Chambre dont il est l'obéissante émanation.

La grève, en effet, à l'analyser impartialement, n'était pas dirigée contre un homme auquel les fonctionnaires postiers avaient à reprocher quelques grossièretés et une foule d'injustices. Elle était dirigée contre le parlementarisme, ses iniquités, son favoritisme et ses exactions.

Le docteur Simyan, n'était qu'un prétexte ou qu'une résultante.

Et c'est une des raisons pour lesquelles le public a trouvé des trésors d'indulgence pour les révoltés qui compromettent cependant si gravement ses intérêts. Le public savait que c'était tout le régime parlementaire qui était dénoncé, attaqué par eux, et il a vu du même coup toute l'étendue des ravages que ce régime avait faits dans les cerveaux, dans les institutions et dans les hommes, combien le danger était profond, immédiat, et combien les réformes étaient urgentes.

Que les Chambres ne se fassent aucune illusion sur ce point. C'est contre elles que la manifestation s'est produite ; le ministère est allé au-devant de leurs désirs, en obtenant coûte que coûte l'apaisement de cette première révolte. Mais si la leçon ne profite pas, si le mécanisme parlementaire actuel n'est pas modifié en toute hâte, une autre révolte encore plus indignée emportera tout.

Voilà pourquoi les rescapés du Palais Bourbon, qui viennent d'échapper provisoirement à l'immense péril auquel aboutit fatalement toute leur politique, ne peuvent qu'applaudir à la capitulation de leurs ministres.

Il est quand même attristant de penser que tel ou tel meneur qui dénonçait hier son chef comme le plus injuste et le plus grossier des hommes, qui traitait de canailles tous les législateurs de la République, a repris, souriant et triomphant, hier soir son poste dans les wagons ambulants du Nord, du P. L. M. ou de l'Etat, et touchera cette année, comme de coutume, ses 5.500 francs d'appointements. Je dis 5.500, car supposant qu'on ne lui donne pas, le mois prochain, par faveur spéciale, un avancement au choix. — Gaston CALMETTE.

A Travers Paris

Nous recevons d'une commune de la Dordogne une communication très intéressante et qui montre bien les procédés auxquels il faut que M. Caillaux ait recours pour laisser les contribuables français dans l'ignorance des conséquences désastreuses de la réforme fiscale.

On avait affiché, dans cette commune, nos placards relatifs à l'impôt sur le revenu. La gendarmerie a — évidemment, par ordre supérieur, — arraché ces affiches, sous prétexte que le titre du placard et certains chiffres constituaient « un appel à la révolte... »

Un appel à la révolte ?... Plus simplement, un rapport à la vérité. Seulement, M. Caillaux considère comme révolte une opinion contraire à la sienne. C'est le procédé habituel de tout gouvernement tyrannique. Et si l'impôt sur le revenu inaugure le régime de la tyrannie étalée, il n'est pas étonnant que l'auteur de cette réforme agisse lui-même avec cette désinvolture autocratique !...

Chaque année, en cette saison, les jardiniers du parc Monceau maudissent pigeons et pierrrots.

Ces bestioles, trop abondamment nourries de grains et de pain, se jettent avidement sur les premières fleurs et sur les tendres bourgeons des forsythias. Les perce-neige blancs et les gentils crocus qui montent, dès la neige fondue, leurs petites étoiles jaunes, mauves et bleues disparaissent aussitôt fleuris.

Plus tard, moineaux ou pigeons s'attaqueront aux bégonias et aux bourgeons des frênes ; oui, aux bourgeons de ces vieux et robustes frênes plantés à la fin du dix-huitième siècle, qu'ils mettent en piteux état et dont ils finissent par avoir raison.

On donne, de Russie, de mauvaises nouvelles du comte Léon Tolstoï. L'illustre malade est atteint d'une phlébite, et il paraît que son état s'aggrave ; l'inflammation a gagné le nerf du pied et l'activité du cœur se serait affaiblie.

A la suite des pluies abondantes survenues dans les régions qui alimentent les sources de la ville de Paris, l'administration municipale recommande, comme une mesure de prudence utile, de faire bouillir l'eau qui est destinée à la boisson.

Il est peut-être fâcheux que l'administration d'une ville telle que Paris n'ait pas réussi encore à garantir l'eau potable en toutes saisons et à toute la population... Mais enfin, les choses étant ce qu'elles sont, les précautions s'imposent.

L'exposition des œuvres du peintre Jean Sala à notre Salon des Abonnés devait être close aujourd'hui. Mais, en présence du grand succès qu'elle remporte, nous la prolongeons jusqu'à la fin du mois.

A ce moment, Jean Sala enverra au Salon deux des maîtresses toiles qui y

figurent : *Carmen* et le délicieux portrait de la belle Mme Tassard. Il y joindra un autre portrait, celui de Mme D... qui est destiné à faire sensation, et enfin, une étude de nu : *Une Frileuse*.

Elevé de Gustave Courtois et de Dagnan-Bouveret, M. Jean Sala s'est placé, tout jeune encore, au premier rang des artistes de mérite. La grande réussite de son exposition au Figaro lui donne la presque certitude de remporter au Salon de cette année un aussi grand succès que celui que lui a valu l'an dernier son magnifique portrait du regretté Coquelin.

C'est demain qu'a lieu le vernissage du Salon des Indépendants, installé cette année aux Tuileries, sur la terrasse de l'Orangerie.

Cet emplacement nous satisfait pleinement, nous a dit M. Signac, le nouveau président élu des Indépendants, et si nous avons pu l'obtenir de l'Etat, c'est aux démarches faites par MM. Denys Cochin, Albert Sarraut et Sembat — je me plais à le déclarer — et au groupe parlementaire des beaux-arts, que nous le devons. Nous avons des amis dans tous les camps, et M. Denys Cochin, qui possède un certain nombre de nos œuvres, a toujours été, comme MM. Sembat et Sarraut, des premiers à nous encourager et à nous aider...

Cette année, tous les groupements seront représentés au Salon des Indépendants, depuis les « impressionnistes », les « pointillistes » et les « symbolistes » jusqu'aux « cubistes ».

Détail piquant : Le nombre des toiles reçues est juste de 1.703, un chiffre qui équivaut presque à un programme. Mais, en art, la révolution n'est qu'une évolution.

L'exposition des « Cent Portraits ».

Un chef-d'œuvre de plus ornera cette exposition unique, dont nous annonçons hier l'ouverture prochaine. Nous apprenons que la National Gallery d'Edimbourg, qui ne prête jamais ses tableaux, a offert au comité — on raison de l'intérêt d'art exceptionnel qui s'attache à son entreprise — son merveilleux portrait de la Pompadour, le chef-d'œuvre de Boucher.

L'ouverture de l'exposition des « Cent Portraits » sera présidée par M. Fallières, le jeudi 22 avril.

Pour les aveugles.

Signalons la matinée de gala qui aura lieu demain, à deux heures et demie, aux Folies-Bergère. Cette matinée sera doublement intéressante, tant au point de vue du programme qu'au point de vue humanitaire, la recette devant être intégralement versée à l'hospice des Quinze-Vingts : l'Opéra, l'Opéra-Comique, le Théâtre lyrique de la Gaîté, le Palais-Royal ont aimablement assuré leur concours et l'on y applaudira notamment le merveilleux ballet de *Sniegourotchka*, en même temps que quelques scènes de la *Berthe* de P. L. Flers. Voilà une agréable occasion de faire un peu de bien en passant un délicieux après-midi.

Hors Paris

De New-York :

« M. Roosevelt s'est embarqué, avec son fils, sur le transatlantique *Hambourg*. »

Le navire était pavoisé. La musique du port jouait l'hymne national. La foule était considérable. On y remarquait un grand nombre d'Italiens, qui, précédés de six musiques, étaient venus apporter à l'ancien président une plaque commémorative des secours envoyés d'Amérique aux victimes des récents tremblements de terre.

M. Roosevelt était accompagné d'amis qui, à bord d'un remorqueur, le suivirent jusqu'à la sortie du port.

Dans l'immense foule, et malgré toutes les mesures d'ordre qu'on avait prises, M. Roosevelt perdit son chapeau ; la police parvint à le retrouver.

Le départ fut triomphal et les vœux de toute l'Amérique affluèrent, pour le voyage de l'éminent homme d'Etat.

De Milan :

« Une des grandes académies d'Italie, l'Institut royal de Lombardie, vient de décider de s'adjointre quelques associés étrangers. »

Sur la liste des élus de sa dernière séance nous relevons quatre noms français, ceux de MM. Emile Boutroux, Alfred Fouillée, Pierre de Nolhac et Th. Ribot.

C'est là un brillant et juste hommage rendu aux beaux travaux de notre école philosophique contemporaine.

De Saint-Sébastien :

Le Programme artistique a rallié cette saison tous les noms aimés du public. Aux derniers grands concerts, Mario-Louise Humbers a remporté un véritable triomphe, particulièrement dans l'interprétation d'un air de *Loïse* et des *Sérénades* de Xavier Roux. La charmante artiste a obtenu un tel succès que la direction l'a engagée pour toute une série de concerts qui se donneront, cet été, lors du séjour de la Cour à Saint-Sébastien.

De Berlin :

« La colonie suédoise a donné avant-hier lundi, un grand banquet en l'honneur du fameux explorateur Sven Hedin. »

A ce banquet, qui a été donné dans les splendides salons de l'hôtel « Der Kaiserhof », plus de deux cents convives assistaient, parmi lesquels on remarquait : l'ambassadeur de Suède, le comte Tanke, et sa femme, tout le personnel de

H. DE VILLEMESSANT
FondateurRÉDACTION — ADMINISTRATION
26, rue Drouot, Paris (9^e Arr.)

TÉLÉPHONE, Trois lignes : N° 102.46 — 102.47 — 102.49

ABONNEMENT

Trois mois Six mois Un an
Seine et Seine-et-Oise..... 15 » 30 » 60 »
Départements..... 18 75 37 50 75 »
Union postale..... 21 50 43 » 86 »
On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

l'ambassade, le comte Robert von Mendelssohn et sa femme, ainsi que le président et les membres les plus éminents de la Société de géographie. »

Nouvelles à la Main

— Tout de même le gouvernement a fini par faire rentrer les grévistes dans l'ordre.

— Oui, il est vainqueur... à plate couture.

— Ma téléphoniste est au désespoir.

— Pourquoi ?

— Elle ne s'est pas mise en grève. Il est certain que cela va nuire à son avancement.

— Dame !

— Avec ce système de capitulations, les fonctionnaires en arriveront à demander la lune !

— Si encore ils ne demandaient que la lune...

Le Masque de Fer.

A NOS ABONNÉS

La grève postale est finie.

Nos abonnés vont enfin recevoir, ce matin (si nous en croyons les promesses de l'administration) leur journal à l'heure voulue. Malgré tous nos efforts, en effet, malgré toute l'ingéniosité de notre messagerie, il nous a été impossible d'assurer depuis ces derniers jours de grève l'exacte réception du Figaro à nos abonnés.

Nous prions ceux-ci de vouloir bien nous indiquer les numéros qui de leur seraient définitivement parvenus. Nous nous empresserons de leur remplacer les exemplaires qui manqueraient à leurs collections.

Figures et Croquis

Par Jules SIMON

Sous ce titre paraît aujourd'hui, chez Flammarion, un volume signé Jules Simon. C'est un recueil de portraits inédits, « vivants, colorés, variés et fidèles », tracés par un écrivain qui a vu de près ses personnages et qui les voyait en artiste et philosophe. Les pages ont été pieusement éditées par ses fils qui veulent bien nous communiquer cet extrait du livre de leur père.

La tragédie est la même pour nous tous. On vous jette la dernière pelotée de terre sur la tête et en voilà pour jamais.

En sortant du cimetière, les survivants disent encore un mot de vos vertus ou de vos vices, puis ils sont repris par les luttes de la vie et perdent jusqu'à votre souvenir.

Caro me disait que la réputation d'un académicien durait deux ans. Il ne parlait, bien entendu, ni de Corneille ni de Victor Hugo.

Il faut trois mois au secrétaire perpétuel pour composer l'éloge du dernier mort. Quand il commence à l'écrire, la mémoire de son héros est présente à tous les esprits ; elle est partout effacée, trois mois après, quand il écrit les dernières lignes.

Conversé à la Chambre avec un vieux député, au théâtre avec un vieil abonné : ils vous parleront de grands orateurs ou de grands comédiens dont vous ne savez plus les noms. Vous voyez dans les musées des toiles qui vous font sourire. Le sujet, la composition, l'exécution, tout vous paraît d'un ridicule achevé. « Otez-moi cet objet ; il a été mis là en grande pompe, il y a cinquante ans, au milieu de l'admiration universelle. »

Le peintre disait : « Je compte sur la postérité. » Les deux ans de Caro ! et encore !

A considérer seulement les funérailles, sans aller au delà, elles sont fécondes en surprises.

Nous n'avons pas eu en France de funérailles royales depuis celles de Louis XVIII.

Trois hommes, parmi ceux que j'ai connus familièrement, ont eu des funérailles presque royales : Thiers, Gambetta, Victor Hugo. On pourrait, par passe-temps, comparer celles de Gambetta et de Jules Favre, celles de Thiers et de Guizot, celles de Victor Hugo et de Lamartine. Les différences sont faciles à expliquer. Le fait et l'explication du fait sont également dignes de méditations.

Il n'y aurait eu personne ou presque personne derrière le convoi de M. Thiers s'il était mort trois ans plus tard ; vous savez l'histoire de ses statues.

Victor Hugo restera un des grands poètes, non de la France, mais de l'humanité.

Il a été un grand citoyen, plaçant les grandes causes avec autorité et marchant toujours vers la lumière.

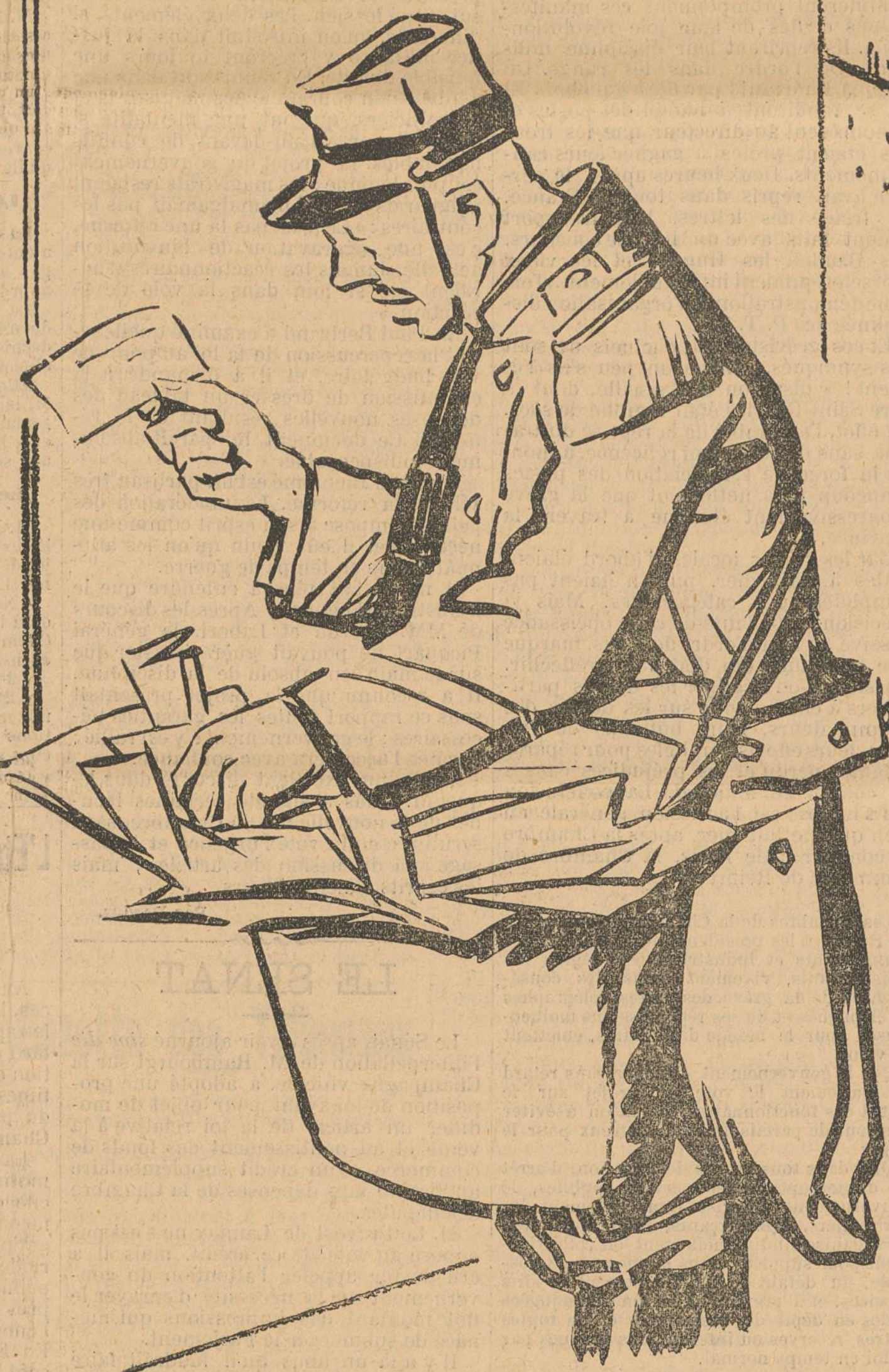
Lamarline est, comme Victor Hugo, un très grand poète. Il a été, comme lui, l'étoile d'une grande révolution dans l'art ; il a été la bonté, la bienfaisance, le dévouement ; il a été l'une des gloires les plus pures de la tribune.

A une heure solennelle de sa vie, il a été le salut de la France.

Comment est-il mort ? A-t-il le Panthéon pour sépulture ? A-t-il eu pour catafalque l'Arc de triomphe ? Il n'y a eu personne derrière le convoi de Lamarline.

CELLE QUI ARRIVE

Par Abel FAIVRE



— Enfin ! une lettre !
— ... C'est la feuille des contributions.

Abel Faivre

tion des immeubles de l'ancienne ville d'Espinho, près Porto, se poursuit. La police veille sur les maisons habitées, près de la plage, afin d'éviter des accidents.

Un télégramme de Téhéran annonce que les révolutionnaires se sont emparés de Bouchir, grand port sur le golfe Persique.

Figaro à Londres

UNE « COMÉDIE-ANGLAISE »

Londres, 23 mars.

Ce soir s'est réuni à Mansion House, sous la présidence du lord-maire, le comité exécutif du Théâtre national britannique. Pour réaliser cette institution artistique idéale, il faudrait environ un demi-million de livres sterling.

Le conseil de direction se composerait de cinq gouverneurs nommés par le Couronne, huit gouverneurs nommés par les Universités britanniques, l'Académie royale et l'Académie britannique, et un certain nombre de gouverneurs représentant les villes de Londres, de Manchester, de Liverpool, de Bristol, de Glasgow, de Birmingham, de Leeds, d'Edimbourg et de Dublin. Les hauts commandements du Canada, de l'Australie et de toutes les colonies fédérées, l'ambassadeur des États-Unis, le ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts, si ce ministère était jamais créé, seraient gouverneurs *ex-officio*. Beaucoup de gens trouvent qu'un conseil de contrôle administratif aussi considérable rendrait difficile la tâche du directeur qui devrait soumettre à l'approbation d'un comité permanent toutes les pièces qu'il aurait choisies avec l'aide du directeur littéraire.

Ce Théâtre national, qui, par plus d'un côté, rappellerait la Comédie-Française, devrait jouer chaque semaine une œuvre de Shakespeare ainsi qu'une pièce de l'ancien répertoire classique. D'autres représentations hebdomadaires seraient consacrées aux auteurs modernes et contemporains.

Ce projet fort intéressant est appuyé par les personnalités les plus éminentes de la haute société anglaise et des milieux politiques, littéraires et artistiques.

LA COUR ET LA VILLE

Lord Charles Beresford a passé ce matin, à Portland, la revue d'adieu de sa flotte, la « Channel fleet ». Le vaisseau amiral, le *Edward VII*, parti ce matin de Portland, se dirigea sur Portsmouth, passant entre une double ligne de bâtiments. Officiers et matelots, qui tous ont le culte de l'amiral le plus populaire de la marine britannique, ont accueilli lord Charles Beresford par des acclamations enthousiastes. Demain mercredi, lord Charles Beresford amènera son pavillon au large de Portsmouth.

Demain également entrera en existence la nouvelle formation de la « Home fleet » transformée en « Main fleet » dont l'amiral William May prendra le commandement en chef. La « Channel fleet » deviendra la seconde division de la « Main fleet » sous le commandement du vice-amiral sir Berkeley Milne.

Le président du Board of Trade vient de confier à une commission composée de seize membres l'étude du projet de convention de Berne rédigé pour la protection des œuvres littéraires et artistiques et signé à Berlin le 4 novembre 1908.

Cette commission examinera s'il y aurait lieu, et dans quelle mesure, de modifier les lois du Royaume-Uni sur la matière, pour les mettre en harmonie avec les dispositions de la nouvelle convention.

Cet après-midi, a été célébré, à l'église Saint-George, Hanover Square, le mariage du marquis Douro, fils aîné du duc de Welling-

ton, avec miss Maud Coats, fille de M. George Coats, un des rois de l'industrie cotonnière du Royaume-Uni.

Hier matin, est mort subitement le right Hon. sir Rowland Blennerhassett, baronnet, membre du Conseil privé d'Irlande, qui, à deux reprises, de 1865 à 1874, et de 1880 à 1883, siégea à la Chambre des communes où il représenta successivement Galway et Kerry.

Sir Rowland laisse une veuve, née comtesse Charlotte von Leyden, doctoresse en philosophie à Munich, écrivain distingué et auteur de plusieurs ouvrages historiques sur Mme de Staël, Talleyrand, Chateaubriand et le cardinal Neuman. Sa fille unique est veuve du baron Raphaël d'Erlanger. Son titre passe à l'aîné de ses trois fils qui a épousé la fille majeure du baron Ludwig von Aretin.

On annonce la mort du général Napier Raites, qui était le plus vieil officier de l'armée britannique. Il était âgé de quatre-vingt-quinze ans.

Ce matin, est mort également, le doyen des sollicitants anglais, M. Thomas Ingram de Wigston, qui était âgé de quatre-vingt-dix-neuf ans. — J. COUDRIER.

IMPRESSIONS

Deux hommes, deux politiques

Nous recevons de notre correspondant de Saint-Petersbourg une lettre bien intéressante sur les événements des Balkans. Ces événements sont éclairés d'un jour particulier, si notre correspondant est, comme nous le croyons, bien renseigné, car il affirme que les difficultés les plus grandes que la diplomatie européenne a à surmonter viennent presque uniquement de l'antagonisme personnel de M. Isvolsky et du baron d'Erenthal.

Un péri connu nous semble plus facile à conjurer.

Saint-Petersbourg, 2/15 mars.

Nous traversons en ce moment une des phases les plus aiguës de la crise orientale et, dans le tournant décisif où nous sommes engagés, il est encore impossible d'apercevoir le but vers lequel nous marchons. C'est une minute incontestablement angoissante et pénible, et ce n'est pas sans une certaine émotion que l'on voit aux prises sur le sol troublé de la péninsule balkanique deux races qu'une expansion réciproque a jetées l'une contre l'autre. Leur premier choc n'est pas d'hier et, dans cette même péninsule balkanique, bien des fois le Slave et le Germain se sont déjà heurtés. Des traités ont pu intervenir, des acclamations se produire, l'antagonisme initial n'en a pas moins subsisté, s'accroissant et s'envenimant dans l'inaction de l'attente.

Et pourtant, si grave que puisse paraître au premier abord ce choc des deux races adverses, il ne faut pas nous abuser sur sa répercussion dans la crise actuelle ni lui attribuer un rôle qu'il n'a pas eu. Sans doute l'antagonisme entre Slaves et Allemands s'est affirmé une fois de plus et peut-être avec une particulière netteté au cours des événements actuels, mais il n'a pas provoqué, fait naître le conflit; c'est, tout au plus, s'il en a facilité l'extension.

Résultat et non cause de la crise orientale, dont le différend austro-serbe est le dernier et plus redoutable épisode, la

guerre de races, qui existait dans les Balkans à l'état latent, avait besoin d'une étincelle pour se rallumer. Elle a jailli de la dualité antithétique des deux hommes d'Etat qui, bien avant que les deux camps se fussent encore dessinés, avaient déjà pris position l'un contre l'autre, je veux dire le baron d'Erenthal et M. Isvolsky.

Aussitôt en contact avec celui que le sort lui donnait pour partenaire dans la difficile partie que, dès ce moment, il avait résolu de jouer, le ministre autrichien — il y a déjà plus d'un an — tentait une première reconnaissance et lançait soudain l'idée du chemin de fer de Mitrovitz à travers le sandjak de Novi-Bazar. M. Isvolsky, ramassant le gant, répondait avec succès par son Danube-Adriatique auquel la commission alors nommée par la Porte donnait la préférence.

Ce prologue terminé, la partie commençait, opiniâtre et serrée. C'était, derrière un rideau de mystère qui, tant bien que mal, la dérobaît à une curiosité indiscrète, l'entrevue mémorable de Büschlau où la perspicacité du ministre russe était mise en défaut, et immédiatement, poussant l'avantage, le baron d'Erenthal, avec une logique bismarckienne, réalisait son rêve et, proclamant l'annexion, mettait l'Europe étonnée en face du fait accompli.

M. Isvolsky poursuivait alors à travers les capitales européennes une tournée de visites au cours desquelles, nourrissement en son esprit des projets confus, il échafaudait des plans contradictoires, étalant aux yeux du monde diplomatique l'incohérence d'une politique à courte vue. C'est donc en voyage que le coup vint le frapper, en même temps que de Pétersbourg des télégrammes lui apportaient l'écho d'un mouvement peu sympathique dans l'opinion et dans la presse.

La bataille était engagée; prêt ou non, il fallait la livrer. M. Isvolsky, s'étant ressaisi, faisait au baron d'Erenthal la seule réponse qu'il fut en état de lui faire et, agitant devant son rival le spectre vengeur de la conférence qui allait être appelée à juger l'audacieuse violation par l'Autriche du traité de Berlin, il avait son triomphe d'un jour.

Mais M. d'Erenthal avait sondé le terrain et, connaissant bien la situation, il ne s'était pas. Continuant avec calme le chemin qu'il s'était tracé, il engageait avec la Porte une conversation à deux que son incohérence n'empêchait pas d'aboutir finalement à un accord. De son côté, la Bulgarie, pour gagner du temps et peut-être aussi pour affirmer sa promotion au grade de royaume, trouvait préférable de chercher, sans plus attendre, un mode d'arrangement avec Constantinople.

M. Isvolsky voyait ainsi successivement s'évanouir les divers obstacles qu'il avait cru dresser devant le ministre autrichien, et l'ombre de la conférence — du moins de la conférence-tribunal — de la barre duquel devait être traînée l'Autriche — se effaçait chaque jour davantage dans le brouillard glacé de la Néva.

Heureusement, tout n'était pas fini: Vienne, libérée de Constantinople, se heurtait à Belgrade, dont les prétentions insoupçonnées apparaissaient à M. Isvolsky

comme un dernier rempart capable d'arrêter encore l'élan du baron d'Erenthal. Sans doute, le ministre russe, au début de la crise, avait, dans un important discours, reproduit par les agences, déclaré que « jamais il ne ferait de la question serbe un *casus belli* », mais dans le désarroi d'une politique au jour le jour, qu'importaient des paroles d'un mois ?

M. Isvolsky se retrancha donc — avec l'énergie désespérée que met au cœur le dernier combat — dans la question serbe et, luttant pied à pied, il s'efforça encore aujourd'hui de tenir tête à l'adversaire. Mais ce bluff impuissant ne saurait réussir ni même donner le change à l'opinion.

En ce bas monde — où tout n'est pas justice — la politique du plus fort est souvent la meilleure, et si l'on a le droit et le devoir de reprocher à la diplomatie autrichienne d'avoir, en la circonstance, abusé de la force qu'elle sentait derrière elle, on est bien obligé de lui rendre cette justice qu'au moins sa brutalité bismarckienne a toujours tendu vers un but précis, nettement déterminé d'avance, ce qui, dès le début, lui assurait une incontestable supériorité.

Dans les coulisses pétersbourgeoises de la politique étrangère, j'ai pu recueillir cette impression très forte qu'en ce moment plus que jamais les tristes événements auxquels nous assistons n'étaient que la résultante du duel de ces deux hommes. Ce duel nous a presque amenés aujourd'hui au seuil d'une guerre.

Au baron d'Erenthal de décider si, pour la satisfaction intrinsèque et coupable d'un amour-propre devenu coupable, il doit se continuer.

René Marchand.

LETTERE DE NAPLES

La terrible catastrophe de Sicile dont le souvenir pèse encore sur nous, les sombres rumeurs qui nous parviennent encore de temps à autre ne nous incitent guère à la gaieté et la vie napolitaine n'a point encore repris son cours normal.

Les courses du Campo di Marte avaient eu lieu, une année, au printemps; depuis deux ans elles sont fixées aux mois de février et mars. Sous un soleil radieux, avec le cortège des charmantes toilettes printanières, avec le concours d'une foule chatoyante de brillants équipages, elles étaient la fête de Naples tout entière. En hiver, environnées de vent et fouettées de pluie, elles ne sont plus que le divertissement exclusif des sportsmen les plus fidèles.

Le même accueil ennuyé et chagrin a été fait cette année à la grande saison de San Carlo que M. le commandeur de Sauna, en grand seigneur qu'il est, a donnée à notre public.

Le programme avait été conçu avec une hardiesse téméraire. La saison a commencé avec le *Crépuscule des dieux*, dont les principaux interprètes étaient Litvinne, de l'Opéra, et Borgatti, le chef d'orchestre. L'illustre Marchetti, directeur de notre Conservatoire de musique, furent données ensuite: *Gloria*, de C.

lea, avec le ténor Bassi, bien connu à Paris, et Carelli; *Thais*, de Massenet, avec le célèbre baryton Battistini et la charmante miss Lillian Grenville, douce et suave vision que les Napolitains ne peuvent pas oublier et qu'ils désirent encore fêter.

Puis, *Aida*, *Guillaume Ratcliff*, de Mascagni; *Carman* et *la Traviata* avec Bellini; et enfin, hier soir, le *Battista*, du prétre don Fino, un compositeur de valeur, qui a voulu faire, avec cette œuvre liturgique, une Salomé selon les traditions de la Bible et qui a en un interprète magnifique dans M. Kaschmann. L'action du *Battista* de don Fino — il faut l'avouer — est bien moins intéressante que celle d'Oscar Wilde que Strauss a choisie. Néanmoins, la valeur du maestro de *Battista* n'a pas échappé à notre public, qui attend de lui de grandes choses dans son prochain ouvrage la *Festa del grano*, écrit sur le fameux livret récompensé au concours Sonzogno, et qui a soulevé tant de polémiques entre le poète et Mascagni.

Née avec ces œuvres, on peut dire que la saison du San Carlo est terminée. M. de Sina nous prépare un *Amleto* avec Titta Rufo, une *Giulietta e Romeo* avec Mac Cormack, et enfin une *Perugina*. Il a donné aussi deux ballets, *Dans le Japon* et *Coppelia*... Mais, malgré tout, le public, qui regrette toujours la maussaderie du temps et la tristesse des événements, se plaint de s'être, cette année, bien peu amusé au San Carlo.

Nous avons ici, depuis quelques jours, le malheureux roi de Saxe, qui, tout simplement, comme un bon bourgeois, s'en va en fauteuil au San Carlo, en *carrozella*, et aussi en tramway par les rues de la ville et à pied dans les quartiers populaires.

Vient d'arriver encore la reine de Suède, qui est chez nous pour respirer le très doux zéphyr de Capri. La Reine, comme le roi Charles, garde l'incognito le plus sévère et le plus absolu.

N. Daspuro.

Une éclatante garantie

C'est une heureuse fortune pour une entreprise lorsqu'il suffit de quelques chiffres concis pour démontrer clairement sa prospérité et sa richesse croissantes. Telle est l'éloquence des chiffres préliminaires de l'exercice 1908 de l'Equitable des États-Unis que l'on connaît déjà et qui attestent le succès grandissant de cette puissante Compagnie d'assurances sur la vie, entreprise assujettie au contrôle de l'Etat, dont les lecteurs du *Figaro* ont pu remarquer, place de l'Opéra, les importants immeubles actuellement en voie de construction. Aussi est-il intéressant de les rappeler brièvement.

L'actif de l'Equitable atteint 2 milliards 448 millions; les nouvelles affaires réalisées en 1908 s'élevaient à 472 millions, soit 1.600.000 francs par jour ouvrable; le total des assurances en cours atteint 6 milliards 874 millions, et le total des paiements aux assurés depuis la fondation dépasse 3 milliards 400 millions; enfin l'excédent de l'actif sur le passif

est de 421 millions, en augmentation de 35 millions.

Tous les renseignements détaillés concernant la nouvelle police à participation annuelle dans les bénéfices sont fournis gratuitement et confidentiellement par la Compagnie. Il suffit d'adresser la demande au siège français de l'Equitable, 36 bis, avenue de l'Opéra, à Paris.

POSTES, TÉLÉGRAPHES, TÉLÉPHONES

Fin de grève

La grève des postes est finie. Le citoyen Pauron, ayant lu l'*Officiel*, a jugé que M. Clemenceau n'avait pas démenti à la Chambre les promesses qu'il avait faites la veille dans son cabinet. Il a engagé les grévistes à reprendre le travail. Aussi bien, il les a avertis que si le gouvernement se parjurait, les ouvriers des P. T. T. « feraient ce qu'ils ont promis ». Alors, dans la salle du Tivoli Vauxhall, où étaient prononcées ces paroles, des acclamations ont retenti.

On sait ce que les ouvriers des lignes ont promis, par l'organe même de M. Pauron avant-hier, « la grève générale et le sabotage des lignes... » Cette double garantie a suffi aux grévistes. Aussi bien est-elle assez importante pour effrayer « les bourgeois » les plus optimistes. M. Pauron ayant achevé son allocution, a demandé de voter à mains levées la reprise du travail. Six mille mains se sont aussitôt dressées. Deux cent cinquante mains seulement ont approuvé la continuation de la grève.

Néanmoins quelques orateurs ont voulu prononcer encore un petit discours. Il est difficile de renoncer à l'habitude. Donc un certain gréviste qui a le nom d'un général d'opéra-comique a constaté que M. Simyan « n'est plus qu'un cadavre ». Puis M. Chastenet a déclaré qu'il avait pris conscience de la force des grévistes lorsqu'il avait vu, dans le cabinet de M. Clemenceau « les gouvernants, à genoux, demander l'apaisement du conflit ».

Et enfin on a décidé quelle tactique serait observée pour la reprise du travail. Une délégation devait se rendre à midi chez le président du Conseil pour lui annoncer la décision des grévistes. Ceux-ci se réuniraient à deux heures dans leurs permanences, pour, de là, se rendre dans leurs bureaux respectifs.

« Victoire ! » ont crié les six mille postiers en quittant le meeting. Ce cri était légitime. La victoire qu'ils ont remportée est complète.

M. Clemenceau avait été prévenu, au cours du conseil des ministres que la grève était achevée. A l'issue de la réunion, il reçut la délégation qui venait l'avertir officiellement, et demanda en même temps le retrait des hommes de

police qui montait la garde aux abords des bureaux. Le président du Conseil répondit qu'il avait déjà donné des instructions, et les délégués s'en allèrent. Cependant, les employés du Central télégraphique se réunissaient place Vauban. Ils formèrent un long cortège qui s'achemina vers la rue de Grenelle sans vacarme. Les hommes portaient au chapeau leur carte de gréviste; les femmes avaient fixée à leur corsage, à côté d'un petit bouquet de minous. Tous marchaient, à pas de cérémonie, entre deux haies de curieux. Manifestation calme, plus impressionnante que les clamours des meetings.

La haute porte était ouverte. Ils franchirent le seuil, mais ne se dirigèrent point aussitôt vers l'entrée des bureaux. Ils firent lentement le tour de la vaste cour, sans que leur solennel cortège se disloquât.

— Et maintenant, au travail ! cria une voix.

Les applaudissements éclatèrent.

A la recette principale, la rentrée s'est opérée sans plus de bruit. M. Lépine, qui était venu exercer une dernière surveillance, n'a eu à remplir d'autre rôle que le rôle peu fatigant du simple curieux. La grève est morte ! à bas la grève !

Cependant le comité de grève reste en fonction. Il n'a fait que changer de nom. Il s'appellera désormais comité de vigilance. Les meneurs veulent en effet tenir la main à ce que M. Simyan donne sa démission.

— Si dans huit jours il est encore là, nous a dit M. Subra, la grève recommencera, plus acharnée que jamais.

Des télégrammes ont été envoyés à toutes les sections de province. Ils sont ainsi conçus :

« Satisfaction complète. Paris reprend travail 23 mars, deux heures. Faites de même. »

Donc, nous allons recevoir nos lettres et nos dépêches. Mais il faut bien songer que les employés, si décidés qu'ils soient à travailler avec ardeur, emploieront au moins deux jours à mettre les correspondances au courant. D'énormes liasses de télégrammes sont entassées sur les planches des bureaux du Central. Des wagons pleins de sacs de lettres sont restés en souffrance dans les gares. Un de nos amis a reçu hier 23 mars, à 10 h. 20, une dépêche partie de Londres le 17 mars, à 11 h. 14. Six jours pour venir de Londres. C'est plus qu'il n'en faudrait à une coquille de noix.

La grève a fait entrer vivant dans l'immortalité M. Farjon, député du Pas-de-Calais. Cet honorable représentant du peuple avait écrit samedi à M. Brisson pour lui demander un congé en raison de la maladie de son père. La lettre ne parvint pas à destination. Or, avant-hier à midi, le service des télégrammes officiels transmit au président de la Chambre la dépêche que voici :

« Père décédé cette nuit. — FARJON. »

M. Brisson, n'étant informé de rien, pensa qu'elle émanait du fils du député, et, au début de la séance de lundi, il prononça avec émotion l'éloge funèbre de M. Farjon, qui est, à l'heure actuelle, fort bien vivant.

Il ne reste plus maintenant qu'à réparer les lignes. Le gouvernement fait annoncer que l'enquête judiciaire ouverte sur les actes de sabotage se poursuit. Ah ! le bon billet ! Et comme le citoyen Pauron doit rire de bon cœur !

Louis Latzarus.

Arras, 23 mars.

La Grève des postiers et le Parlement

Le gouvernement a eu hier de mauvais coups malgré le service qu'il a rendu aux parlementaires en obtenant la reprise du travail.

Tant à la Chambre qu'au Sénat, et peut-être plus particulièrement au Sénat, on se montrait peu reconnaissant de ce que l'on appelait les capitulations successives du ministère.

On considérait, en général, que cette grève se terminait par le triomphe de la révolte des fonctionnaires et par l'abaissement du principe d'autorité devant des syndicats sans existence légale.

Ces sentiments se manifesteront-ils dans un débat prochain ?

Nous le verrons à la Chambre jeudi lors de la discussion des crédits de la marine.

Quant au Sénat, il renonce momentanément à juger l'attitude du cabinet.

Nous avions annoncé, en effet, qu'une demande d'interpellation serait déposée pour permettre à la haute assemblée de se prononcer contre les coalitions de fonctionnaires. Mais devant la reprise du travail, cette interpellation devient inutile.

Et M. Simyan ?

Si le président du Conseil n'a pas formellement promis aux postiers en grève d'exiger dans un délai assez bref la démission de M. Simyan, il paraît cependant hors de doute dans les milieux parlementaires que cette démission ne saurait tarder.

Cependant, il n'en a pas été question au Conseil des ministres d'hier et il n'en sera vraisemblablement pas question au Conseil de demain, qui doit être presque exclusivement consacré à l'examen des questions soulevées par le débat imminent sur le bilan de la marine.

Ce ne serait donc qu'au Conseil de samedi qu'un incident pourrait se produire, s'il se produisit aussi tôt. On ne veut pas avoir l'air dans les milieux gouvernementaux de céder avec trop de rapidité aux exigences des grévistes, et si l'on s'efforce de faire persuader au sous-secrétaire d'Etat aux postes et télégraphes qu'il a intérêt à s'immoler sur l'autel de la patrie, on ne cherche pas à brusquer les choses.

Le gouvernement n'est, d'ailleurs, pas encore fixé sur le point de savoir si l'on transformera sous-secrétaire d'Etat en direction technique ou... en ministre !

D'ailleurs M. Simyan, fort du dernier ordre du jour de la Chambre, et bien qu'il ait tenu durant la crise à l'écart de tous les pourparlers qui se sont engagés entre les agents en grève et les ministres, M. Simyan éprouve quelque inclination à conserver son poste.

Donc, pas de solution encore, et probablement aussi pas de solution immédiate.

DANS LES DÉPARTEMENTS

Hier tous les postiers grévistes de province attendaient les décisions des grévistes parisiens. Ils trompaient leur inquiétude en de longs meetings où chacun

commentait par son journal la séance de la Chambre et la séance de Trochu-Vauxhall. Vers deux heures de l'après-midi, les télégraphistes restés aux bureaux accoururent comme des estafettes et déclarèrent ce télégramme de l'état-major :

Ayant obtenu satisfaction complète à Paris, nous reprenons le travail à deux heures. Faites de même.

Les applaudissements frénétiques accueillirent ce bulletin. Mais les grévistes dominèrent promptement ces manifestations civiles de leur joie révolutionnaire. Ils reprirent leur discipline militaire. De l'ordre dans les rangs. Du calme. En avant ! par file à gauche... Et ils se rendirent à l'hôtel des postes et annoncèrent au directeur que les troupes étaient prêtes à gagner leurs cantonnements. Deux heures après, le service avait repris dans toute la France. Le triage des lettres, leur transport étaient faits avec un brio de concours. Les Baudot, les Hugues et les vieux Morse crépitaient inégalement... Terrible démonstration de l'organisation disciplinée des P. T. T.

Et ces grévistes si ponctuels ne sont pas syndiqués. « Zuze un peu s'ils l'étaient ! » disait-on à Marseille, dont la gare Saint-Charles était remplie de sacs. En effet, l'ensemble de la reprise du travail, sans discussion ni réticence, a montré la force de l'Association des postes beaucoup plus nettement que la grève progressivement étendue à travers la province.

Car les grèves locales d'abord étaient lentes à s'affirmer, puis n'étaient pas complètes, pas catégoriques. Mais la précision stupéfiante de cette obéissance passive au mot d'ordre de Paris, marque une puissance qui doit faire réfléchir. Aussi peut-on négliger les détails particuliers à chaque ville sur les défilés des triomphateurs, leurs bulletins de victoire, leurs efforts parallèles pour réparer le temps perdu et les préjudices causés au commerce national. La conclusion qui s'impose est l'adhésion générale au vœu qu'émettait hier, après la Chambre de commerce de Paris, la Chambre de commerce de Reims :

Les membres de la Chambre de commerce de Reims et les présidents des syndicats des commerçants et industriels de la région rémoise réunis, vivement émus des conséquences de la grève des postes, télégraphes et téléphones et de ses répercussions malheureuses pour le monde des affaires, émettent le vœu :

Que le gouvernement obtienne sans retard du Parlement le vote du projet sur le statut des fonctionnaires, de façon à éviter le retour de pareils faits désastreux pour le pays ;

Que, dans tous les cas de cessation, d'arrêt ou d'interruption des services publics, le gouvernement autorise immédiatement les particuliers, commerçants, industriels, etc., à s'organiser individuellement ou collectivement pour suppléer, dans la mesure du possible, au défaut de fonctionnement desdits services, et à prendre telles mesures jugées utiles en dépit des monopoles et de toutes autres réserves ou interdictions prévues par la loi en temps normal.

Puisse la reprise du travail ne pas faire perdre de vue de si heureuses entreprises ou l'initiative privée supplée aux défaillances gouvernementales !

Un criminel attentat

Arras, 23 mars.

Des malfaiteurs ont arraché les ligatures des fils téléphoniques et ont ensuite lié ensemble ces fils afin de rendre impossibles toutes communications entre les gares d'Achiet et de Bapaume. Le Parquet a ouvert une enquête.

LA CHAMBRE

Mardi 23 mars.

LES CONSEILS DE GUERRE

Les Conseils de guerre, quant à eux, ne négligent ces jours-ci, mais non négligeable, ont repris leur place au feuilleton. M. Lasies fait observer que dans cette Chambre, les anciens officiers sont prêts à collaborer au projet, tandis que la plupart des anciens magistrats le combattent. N'est-ce pas la meilleure preuve qu'il ne porte aucune atteinte à la discipline ?

Cependant il a besoin d'être amendé. Le renvoi des militaires dans les pénitenciers civils où ils seront mêlés à des condamnés de droit commun aura certainement des conséquences fâcheuses.

M. Ollivier voit des inconvénients à faire instruire les délits militaires par des juges civils ; malgré la bonne volonté réciproque des deux éléments, il se produira des conflits.

L'orateur regrette qu'on ait supprimé la garantie de la minorité de faveur. C'est un point essentiel sur lequel il faut nécessairement revenir.

Dans toute bonne discussion générale — et nous n'en sommes encore que là — il est d'usage que le rapporteur résume les avantages du projet et aussi les diverses objections auxquelles il a donné lieu. M. Labori n'y a pas manqué. Suivant lui, la loi s'inspire d'une idée de justice absolue ; cependant, dans le parti républicain, l'accord n'est pas unanime. La Chambre a entendu l'autre jour M. Allemane, et elle entendra probablement M. Vaillant, réclamer la suppression complète des tribunaux militaires. Ces messieurs veulent en même temps supprimer la guerre, mais c'est une pensée chimérique. La guerre ne pouvant être supprimée, il est impossible de supprimer les Conseils de guerre.

« Est-ce qu'à la guerre, la mort n'est pas devant les troupes ? Dès lors, il est nécessaire qu'elle soit derrière elles aussi pour empêcher les hommes de céder à la panique et de se dérober à leur devoir en présence de l'ennemi. »

Le contre-projet des socialistes pourrait nuire à la discipline des armées ; il serait d'ailleurs inutile, parce que le jour où la guerre éclaterait, il ferait place à des mesures draconiennes comme celles que le gouvernement de la Défense nationale avait jugées nécessaires.

Toutes les nations étrangères sont entrées dans la voie des réformes. L'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne nous ont devancés. En Russie, il y a des fonctionnaires militaires gradués en droit. En Espagne, un des assesseurs appartient à la justice civile. En Hollande, la sentence doit être motivée.

Les tribunaux mixtes ne sauraient inquiéter personne.

« Quel que soit le nombre des juges

militaires, ceux-ci prononceront sur le fait, tandis que les magistrats civils diront le droit : c'est la compétence qui s'impose. »

En terminant, l'orateur demande à la Chambre de voter cette réforme qui est une œuvre de justice, de civilisation et de progrès.

Le succès de son discours permet de présager, sans retouches, le vote du projet.

M. Piou regrette le projet beaucoup plus simple que le gouvernement avait présenté et auquel la commission a substitué le sien. Les deux éléments, si différents, qu'on introduit dans la justice militaire, y créent toujours une nuisible dualité. En renouant dans une délibération commune des magistrats et des officiers, qui ont une mentalité si différente, on va au-devant de conflits inévitables. Le projet du gouvernement est plus logique ; les magistrats restent magistrats et on n'amalgamait pas les contraires : « Ce n'est pas la réforme, c'est une aggravation de l'institution actuelle. Jamais les réactionnaires n'auraient été si loin dans la voie de la réaction. »

M. Paul Bertrand a examiné quelle serait la répercussion de la loi au point de vue budgétaire, et il a demandé à la commission de dresser un tableau des dépenses nouvelles résultant de la réforme. Ce document lui paraît absolument indispensable.

L'amiral Bienaimé est un partisan très zélé de la réforme. La modération des peines s'impose à son esprit comme une nécessité et il eût voulu qu'on les atténua même en temps de guerre.

Il ne restait plus à entendre que le ministre de la guerre. Après les discours de MM. Chéron et Labori, le général Picquart ne pouvait guère insister que sur le maintien absolu de la discipline. Il a reconnu que le projet présentait sous ce rapport toutes les garanties nécessaires ; le gouvernement s'y est rallié ; l'armée l'acceptera avec confiance.

Après un excellent discours dans lequel M. Lefas a signalé certaines lacunes de la nouvelle loi, la Chambre, sans scrutin, a enfin voté l'urgence et le passage à la discussion des articles ; mais les esprits étaient ailleurs.

Pas-Perdus.

LE SÉNAT

Le Sénat, après avoir ajourné sine die l'interpellation de M. Rambourg sur la Champagne viticole, a adopté une proposition de loi ayant pour objet de modifier un article de la loi relative à la vente et au nantissement des fonds de commerce, et un crédit supplémentaire applicable aux dépenses de la Chambre des députés.

M. Le Provost de Launay ne s'est pas opposé au vote de ce crédit, mais il a cru devoir appeler l'attention du gouvernement sur la nécessité d'enrayer le flot montant des impressions qui menace de submerger le Parlement.

Il y a là un abus qu'il faudrait faire cesser.

On a approuvé l'observation, mais en ajoutant qu'on ne voyait pas le moyen de faire cesser l'abus.

Enfin, sur la proposition de M. Antoine Perrier, le Sénat fixe au 2 avril l'élection de la commission qui sera chargée d'examiner le projet d'impôt sur le revenu et s'ajourne à vendredi.

A. A.

Autour de la politique

Le bilan de la marine

M. Alfred Picard, ministre de la marine, a informé le Conseil des ministres, qui s'est tenu hier à l'Élysée, sous la présidence de M. Fallières, qu'il était en mesure de déposer sur le bureau de la Chambre le projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires de trente millions sur l'exercice 1909.

M. Alfred Picard a ensuite entretenu le Conseil des économies qu'il a reconnu possible de réaliser au budget de la marine par la réduction du nombre des navires de guerre stationnés en Extrême-Orient. Un effectif de douze cents hommes pourra être rapatrié.

C'est M. Caillaux qui, au début de la séance, a déposé la demande de crédit à laquelle est annexé le rapport de M. Picard, et dont nous donnons plus haut de larges extraits.

Dans les couloirs, on avait envisagé la possibilité d'une discussion immédiate, mais M. Clemenceau, encore assez fortement grippé, n'a pu venir à la Chambre, et les velléités de combat n'ont pas eu de suite.

Bien qu'on ne soit pas encore absolument fixé sur la forme à donner à l'interpellation parlementaire, on annonce que M. Delcassé déposera, au début de la séance de jeudi, une motion tendant à la nomination d'une commission d'enquête chargée d'examiner la situation de la marine.

C'est donc un gros débat en perspective. Quelle attitude prendra le gouvernement ? Les uns lui prêtent l'intention d'accepter cette commission, les autres assurent qu'il est résolu à la refuser et à engager sur ce point sa responsabilité. C'est seulement au Conseil de demain que le ministère prendra ses résolutions.

Mais la bataille ne peut être différée plus longtemps car la commission du budget se réunit ce soir pour discuter la demande de crédit.

De toute façon, et quelle que soit la tactique adoptée, on s'occupera demain à la Chambre du bilan de la marine.

L'affaire Légitimus

La commission saisie de la demande en autorisation de poursuites contre M. Légitimus a entendu hier M. Millies-Lacroix, ministre des colonies.

M. Millies-Lacroix a tenu à protester de la façon la plus formelle contre les déclarations qui lui ont été attribuées par certains journaux lors de sa précédente audition par la commission, à l'égard des fonctionnaires et des magistrats coloniaux. On lui a fait dire que « les magistrats, déprimés par le climat insalubre, s'adonnaient aux plus fâcheuses habitudes et s'intoxiquaient notamment avec de l'éther et de la morphine ». Jamais ce ministre, qui en toutes circonstances, et tout récemment à la tribune du Sénat, a fait l'éloge du personnel colonial, n'a tenu de tels propos.

La commission a été unanime à reconnaître que cette protestation était absolument justifiée.

M. Millies-Lacroix a ensuite déclaré qu'il n'avait jamais donné l'ordre au gouverneur ou gouverneur intérimaire de la Guadeloupe, encore moins aux magistrats, de favoriser la politique de M. Gérant-Richard au détriment de celle de M. Légitimus. Jamais il ne s'est livré à une ingérence quelconque dans l'action de la justice.

Il a exigé au contraire de tous les fonctionnaires la neutralité la plus complète, l'impartialité la plus absolue.

Le ministre a fourni à ce sujet un certain

nombre de documents qui établissent l'exactitude de ces affirmations.

En ce qui touche l'attitude de M. Ballot, le ministre n'a eu à son égard aucune parole de blâme ou d'amertume. Mais il a exprimé le regret que l'ancien gouverneur se soit cru autorisé à faire usage devant la commission d'une lettre personnelle et confidentielle.

Cette lettre n'avait pas d'autre objet au moment où le gouverneur venait de l'informé de la situation dans laquelle se trouvait M. Légitimus, inculpé de fraudes électorales et compromis dans l'affaire du détournement de deniers municipaux, que de saisir l'occasion qui s'offrait de rétablir la cohésion des partis et de faire l'apaisement dans la colonie.

M. Millies-Lacroix a enfin fait connaître certaines mesures qu'il compte prendre. Il va notamment constituer une commission extra-parlementaire qui sera chargée d'élaborer le statut définitif des magistrats coloniaux, tant en ce qui concerne leur recrutement, leur avancement, leur discipline qu'en ce qui concerne leur désignation pour les postes qu'ils sont appelés à occuper.

Le statut des fonctionnaires

La commission d'administration générale a entendu la lecture du rapport de M. Chaigé sur le statut des fonctionnaires et l'a approuvé.

La commission a pris connaissance des documents qui lui ont été remis vendredi dernier par M. le président du Conseil et des objections par lui formulées.

Elle a chargé M. Beaupré de demander à M. le président du Conseil quel jour de cette semaine il lui conviendrait de conférer avec elle, la commission ayant d'autre part décidé que son rapport serait déposé lundi prochain.

Les chemins de fer éthiopiens

M. Binet, député, proposera à la Chambre la disposition additionnelle suivante au projet de loi relatif au chemin de fer de Djibouti à Addis-Abeba.

« Ne pourront participer à l'administration ou à la direction de la nouvelle société des Chemins de fer éthiopiens, sous peine de déchéance de celle-ci :

1° Les membres du Parlement ;

2° Les fonctionnaires supérieurs des ministères qui n'auraient pas cessé leurs fonctions dans ces ministères depuis au moins cinq ans. »

Auguste Avril.

L'Etat et la Compagnie des Messageries maritimes

Au cours d'une de ses dernières séances, la commission du budget a approuvé le rapport qu'elle avait chargé M. Chautard de rédiger relativement à la Convention entre l'Etat et les Messageries maritimes. Ce rapport conclut à l'adoption du projet, et vient d'être distribué à la Chambre.

La Convention dont il s'agit a été motivée par la situation devenue difficile des Messageries maritimes. D'une façon générale, les Compagnies de navigation traversent en ce moment une période pénible. A l'étranger, il en est à peine quatre ou cinq qui fassent à peu près leurs affaires, encore est-ce grâce à l'énergie appui des gouvernements. En France, les Compagnies maritimes sont victimes d'un état de choses qui rend leur exploitation encore plus onéreuse. Elles trouvent dans les ports français peu de fret local, et peu d'émigrants. Elles supportent les charges de l'inscription maritime, plus dures en France que les charges similaires imposées aux armateurs étrangers. Elles doivent, pour tout ou partie de leur matériel, recourir à la construction française, plus coûteuse que la construction étrangère. Elles paient de plus en plus cher le charbon. Enfin, les cahiers des charges et les contrats passés avec l'Etat pour certains services publics, sont plus particulièrement onéreux : c'est ainsi, pour citer un exemple, qu'en Angleterre les transports effectués aux frais de l'Etat (militaires, fonctionnaires, etc...) sont faits à plein tarif, tandis qu'en France on impose aux Compagnies des réductions de 30, de 50,00 et même davantage.

Parmi nos Sociétés de navigation, la Compagnie des Messageries maritimes a subi plus que d'autres l'influence des causes que nous venons d'énumérer et auxquelles s'ajoutent encore l'appât des courtages étrangers. Cette Compagnie avait conclu avec l'Etat, en 1894, un contrat devenu extrêmement lourd, en raison de certaines circonstances qu'il était impossible de prévoir, comme la hausse des charbons qui a représenté, pour 1907, 8 0/0 du capital social. Elle a tenu, malgré tout, à remplir scrupuleusement les obligations de son cahier des charges. Mais elle en était arrivée à un point tel qu'elle ne pouvait absolument pas renouveler en 1912 son traité avec l'Etat. Et il y avait là, pour celui-ci, un sérieux sujet d'inquiétude au point de vue du transport des dépêches vers l'Orient, l'Extrême-Orient, l'Australie, etc.

D'autre part, étant données les proportions actuellement atteintes par les dépenses budgétaires, il était impossible de songer à les augmenter encore en élevant à la somme qui eût été nécessaire le chiffre de la subvention.

Voilà comment l'Etat a été appelé à trouver une combinaison qui permit de venir en aide à la Compagnie, et de sortir du dilemme où l'on paraissait enfermé. Cette combinaison consistait à modifier très peu le montant de la subvention, à en changer le fonctionnement et à faire intervenir la garantie de l'Etat.

La somme totale que la Compagnie aurait dû toucher eût été, en y comprenant les compensations d'armement, primes à la marine marchande, etc., de 16 millions, chiffre rond. Dorénavant, cette subvention n'est plus forfaitaire. Elle est fixée, comme montant initial, à 15 millions, et elle peut osciller entre ce chiffre et un maximum de 17 millions et demi, à la demande, soit de l'Etat, soit de la Compagnie, et suivant que les résultats de l'exploitation seront plus ou moins avantageux. Cette subvention a pour contrepartie les services postaux. D'autre part, l'Etat accorde sa garantie aux obligations à émettre par la Compagnie jusqu'à concurrence d'abord d'une somme de 40 millions, ensuite des sommes déterminées par les lois de finances. Les ressources ainsi créées serviront, en ce qui concerne la première émission, à renforcer les fonds d'approvisionnement et de roulement, à rembourser certaines dettes autres que la dette obligataire actuelle, et à constituer une réserve spéciale dont nous parlerons ci-après ; en ce qui concerne les émissions suivantes, à refaire un matériel naval tout à fait moderne. Mais ces différents emplois s'appliquent exclusivement aux lignes subventionnées, d'intérêt général. D'où la

division du domaine de la Compagnie en deux groupes :

1° Lignes subventionnées, soumises aux clauses et conditions du cahier des charges, et nommées « domaine contractuel ».

2° Lignes exploitées librement par la Compagnie, formant le « domaine privé ».

Nous venons de parler d'une réserve spéciale. C'est ce que la convention appelle le « fonds de contribution », fixé au minimum de 8 millions et devant être maintenu à ce chiffre par des prélèvements sur la part de bénéfices de la Compagnie. Ce fonds doit servir, en cas d'insuffisance des résultats d'exploitation, à assurer le service des obligations garanties, et ce n'est que s'il est lui-même insuffisant que l'Etat intervient effectivement. Celui-ci ne court donc qu'un risque réduit à son minimum. Et cependant, l'intervention de sa garantie doit permettre à la Compagnie de réaliser, sur ses charges en capital, de sérieuses économies.

Les avantages de l'Etat doivent d'ailleurs être remboursés sur les bénéfices du premier exercice fructueux.

Comme contre-partie de son concours, l'Etat reçoit une part dans les bénéfices du domaine contractuel. La répartition s'effectuera sur les bases suivantes :

Jusqu'à 1/10 du capital actions actuel, la totalité appartient à la Compagnie. Au-dessus de 1/10 et jusqu'à 5/10, le partage s'effectue par moitié. Au-dessus de 5/10, les deux tiers de l'excédent reviennent à l'Etat, le tiers restant à la Compagnie.

L'Etat jouit également d'un droit de contrôle, mais il l'exerce seulement sur les opérations effectuées, et il n'a pas la moindre part à la gestion ni à l'administration de l'entreprise. Ceux qui redouteraient l'ingérence de l'Etat peuvent être rassurés : l'article 17 de la Convention est formel.

Le contrat, dont nous venons d'exposer les données essentielles, apparaît comme équitable et droit ; il assure l'existence d'une Compagnie dont le personnel, discipliné et instruit par une longue expérience, comprend onze mille employés, d'une Compagnie qui porte au loin, depuis un demi-siècle, notre pavillon et doit continuer à assurer des services réguliers et rapides entre la France et ses plus belles colonies.

G. D.

Le Bilan de la marine

M. Alfred Picard a déposé hier sur le bureau de la Chambre un projet de loi portant ouverture sur l'exercice 1909 d'un crédit de 30 millions devant être affecté à la mise en valeur de la flotte déjà construite et de la flotte en construction. C'est en vertu d'une décision prise l'avant-dernière semaine en Conseil des ministres, à la suite de la longue et souvent vive discussion dont on n'a pas perdu le souvenir, que le dépôt de ce projet de loi a été effectué.

Rappelons que le même jour, le Conseil des ministres décida qu'une égale somme de 30 millions serait incorporée dans le budget de 1910, actuellement en préparation. Cette somme figurera donc à ce budget, en sorte qu'il s'agit, dans le projet de loi dont nous nous occupons, d'un crédit supplémentaire de 30 millions, qui viendra s'ajouter aux crédits alloués à la marine, pour l'exercice courant.

Rappelons également que le ministre de la marine en dressant l'inventaire général des besoins de la flotte construite ou en construction, suivant l'engagement pris vis-à-vis de la Chambre le 6 décembre dernier, n'a eu en vue que de rechercher si l'outillage naval actuel de la France était apte, le cas échéant, à rendre les services que le pays a le droit d'en attendre. Ce travail que l'on a appelé le « bilan de la marine » ne comprend aucune prévision d'avenir, ni pour l'augmentation de la flotte, ni même pour la mise en chantier d'unités de remplacement. Les projets dont le Parlement devrait être saisi à ce dernier point de vue restent réservés.

Aussi bien, voici comment s'exprime l'exposé des motifs du projet de loi pour expliquer l'œuvre poursuivie :

Donner à nos navires de guerre le complément qui leur fait encore défaut, en canons, projectiles, poudres, stocks de ravitaillement.

Améliorer l'outillage de nos ports maritimes pour leur permettre d'abriter, de carénier, de réparer les navires existants ou en construction, et pour assurer la prompte mobilisation de la flotte.

Activer la construction des bâtiments en chantier dans les arsenaux ; hâter divers aménagements qui s'imposent et qui ont été entrepris à bord des unités actuelles (suppression partielle des superstructures, réfrigération des soutes à munitions, etc.).

Relever les stocks d'approvisionnements de matières ou d'objets destinés aux constructions navales ou aux magasins de la flotte, spécialement afin de satisfaire aux besoins nouveaux créés par les unités actuellement en construction.

Telles sont les quatre séries de besoins auxquels il est urgent de satisfaire, et telles sont les quatre parties de l'exposé du projet de loi. Mais celui-ci est complet par une cinquième partie qui a trait aux garanties que la marine s'engage à prendre pour assurer le bon emploi des deniers publics. On se souvient, en effet, que le Conseil des ministres avait pris l'engagement de faire faire par le ministre une déclaration en ce sens.

Les premières demandes de M. Alfred Picard se montaient à la somme de 225 millions environ. Sur les observations de M. Caillaux, une réduction d'une trentaine de millions fut consentie par la marine. Finalement le gouvernement s'arrêta, pour la mise en état de notre flotte, à une dépense de 193 millions, décomposée de la manière suivante :

Artillerie et munitions.....	Fr.	95.226.000
Outillage des ports et arsenaux.....		43.050.000
Constructions navales.....		36.915.000
Approvisionnement généraux.....		16.800.000
Total.....	Fr.	193.591.800

Il a été admis que cette somme serait répartie sur six ou sept exercices commencent en 1909. Les six prochains exercices verront donc ajouter au budget normal de la marine une annuité de 30 millions, pour laisser au septième exercice une annuité formant le solde. C'est ainsi que le projet de loi que nous

analysons prévoit pour 1909 un supplément de crédits de 30 millions.

Voici quelques indications de détails sur les divers chapitres de dépenses. Le plus important de beaucoup est celui qui a trait à l'artillerie. On se rendra compte de l'importance de ces dépenses, si l'on

voir, avec ses grosses larmes qui coulent, son front qui se couvre de sueur et son lequel il passe sa main tremblante.

Il fallait la reprendre, la soigner. C'était une malade. Il fallait un tribunal, une enquête ! Son affection nous était ravie. L'autre, l'autre, Mlle de La Motte nous avait pris son cœur. Aux côtés de sa mère, Marie-Jeanne murmurait : « Tu me sembles un cadavre, puisque la lumière de Mlle de La Motte ne t'éclaire pas ! »

On sait le reste : la plainte au procureur, la plainte à Rome ; les lettres de Mlle Duhem données à l'abbé Perès pour le procès au Saint-Office, et que le général versa aux débats. Mlle Duhem, parait-il, le permettait alors. Depuis elle a changé d'avis.

Est-ce que ma fille ne reconnaît pas son erreur ?... Ne reviendra-t-elle pas au foyer ?... J'espère qu'un jour... C'est là ma souffrance...

Et la déposition finit sur un sanglot. Cette douleur est poignante. On a de la sympathie pour cette jeune fille qui veut suivre sa voie, « vivre sa vie », comme l'on dit aujourd'hui. Elle en a certes le droit. On a une pitié profonde pour la douleur de ce père en larmes, qui vient nous dire ce qu'il avait rêvé pour sa fille. Ah ! les projets de mariage qu'il caressait ; les petites têtes blondes d'enfants que le grand-père avait désirées autour de lui. Les beaux rêves ! Et c'était hier ! Le foyer est devenu vide, les deux vieux parents sont restés seuls. Et l'on se retrouve devant les juges et devant la foule.

Quelques pas séparés ce père en larmes de sa fille, émue elle aussi ; quelques pas, l'espace de la barre des témoins au banc de la partie civile. Et pourtant comme ils sont loin ! Entre eux se dresse un mur infranchissable, muraille de glace. Ah ! comme on voudrait que malgré les avocats, les juges, le public, et Rome, et l'archevêque et les témoins, ces deux êtres, faits pour s'adorer, tombassent dans les bras l'un de l'autre. Il y aurait si peu de chose à faire ! Quel beau dénouement ! Mais cela ce serait du théâtre. Ici, c'est la vie, et ici on plaide.

La vie et les débats continueront à huitaine.

Georges Claretie.

AFFAIRES MILITAIRES

Etat-major

Par décrets en date du 23 mars, rendus sur la proposition du ministre de la guerre, ont été promus ou nommés dans la 1^{re} section du cadre de l'état-major général de l'armée :

1^{er} Au grade de général de division :

Les généraux de brigade Dor de Lastours, commandant par intérim la 3^e division de cavalerie ; Vautier, commandant par intérim la 4^e division d'infanterie ; Outhier, chef d'état-major du gouvernement militaire de Lyon et du 4^e corps d'armée.

2^e Au grade de général de brigade :

Les colonels Nérard, commandant le 43^e d'infanterie ; Barres, du 40^e d'infanterie, commandant (par intérim) la 6^e brigade d'infanterie ; Ninous, du 28^e d'infanterie, commandant (par intérim) la 6^e brigade d'infanterie ; Diennonné, d'artillerie, directeur de l'atelier de construction de Vernon ; Ledet, du 13^e hussards, commandant (par intérim) la 2^e brigade de hussards ; Foucault, du 4^e entrainiers, commandant (par intérim) la brigade de cavalerie du 1^{er} corps d'armée ; Coulaneau, du génie, adjoint (par intérim) au commandant supérieur de la défense des places du groupe d'Epinal ; Peslin, commandant le 14^e d'infanterie ; Laborie, breveté du 125^e d'infanterie, commandant (par intérim) la 1^{re} légion bis de gendarmerie, inspecteur général du 7^e arrondissement de gendarmerie ; Arrouaux, commandant le 9^e d'artillerie ; Cointe, commandant le 41^e d'artillerie ; Gillain, de cavalerie, chef d'état-major du 13^e corps d'armée ; Gérard, commandant le 104^e d'infanterie.

Au grade de médecin-inspecteur :

Les médecins principaux de 1^{re} classe Minier, directeur du service de santé du gouvernement militaire de Lyon et du 4^e corps d'armée ; Trifaud, de l'hôpital militaire de Marseille ; Colonne, directeur du service de santé du 10^e corps d'armée.

Le général d'infanterie, nouvellement promu, est nommé gouverneur de Besançon.

Le colonel breveté Pambet, commandant le 13^e régiment d'infanterie, est nommé gouverneur de Marseille ;

Le colonel Plantey, commandant le 27^e régiment d'artillerie, est nommé gouverneur de Dunkerque ;

Le colonel Léré, commandant le 36^e régiment d'infanterie, est nommé gouverneur d'Oran ;

Le colonel Silhol, commandant le 158^e d'infanterie, est nommé par intérim adjoint au commandant en chef préfet du 1^{er} arrondissement maritime, gouverneur de la place de Cherbourg.

AVIS DIVERS

RELEVEZ l'éclat de votre teint avec le *Duvet de Ninon*, poudre de la Parfumerie Ninon, 31, rue du 4-Septembre. Evitez contrefaçons.

Nouvelles Diverses

A PIED A TRAVERS LES RAILS

Il est arrivé aux voyageurs qui partaient hier à midi et demi de Courbevoie pour Paris une singulière mésaventure.

Le train avait marché mille mètres environ lorsqu'il stoppa soudainement. La voie était encombrée. Un accident s'était produit.

Les voyageurs durent descendre, et la plupart se rendirent à pied, à travers les rails, jusqu'à Bécon-les-Bruyères. Ce fut une odieuse d'une heure et demie au milieu de la boue. La pluie d'ailleurs, c'est complètement trempés que les voyageurs arrivèrent à Bécon. Là, ils apprirent qu'un train de marchandises avait déraillé dans une manœuvre. Ce de fait, la voie fut obstruée jusqu'à deux heures et demie de l'après-midi.

Les malheureux voyageurs réussirent à trouver un train à Bécon qui les conduisit à Paris, avec une heure et demie de retard.

Il y avait dans ce train de nombreux employés qui sont arrivés en retard à leur bureau. Quelques-uns songent à réclamer des dommages-intérêts à l'Ouest-Etat.

L'AFFAIRE D'ASNIÈRES

MM. les docteurs Brissaud, Vallon et Claude, chargés d'examiner l'état mental de Mme Sargent, ont conclu à sa responsabilité atténuée. Sur la demande de M. Charles Viant, M. le juge d'instruction Bourguet a accordé la mise en liberté provisoire de l'in-

culpée moyennant une caution de 20.000 francs.

Quant au mari, Cecil Sargent, ses actes de brutalité envers les enfants paraissent établis ; il a été maintenu en état d'arrestation.

UN DRAME RUE FONTAINE

A la suite d'une querelle, le cocher de fiacre Adrien Lugans, âgé de trente-trois ans, et Paul Pardenot, chasseur dans un restaurant de la rue Fontaine, en étaient venus aux mains. Lugans eut le dessous. Pardenot, il entra au dépôt, s'arma d'un bout de brandon ferré, revint rue Fontaine et, à quatre heures du matin, au moment où Pardenot sortait de son restaurant, il lui en assena un coup terrible sur la tête.

Le chasseur, qui a eu le crâne fracturé, a été transporté à l'hôpital Lariboisière. Lugans a été arrêté.

AFFAIRES D'ESCRQUERIE

M. Drupey, juge d'instruction, a envoyé hier à la prison de la Santé un sieur Thouzery, ancien agent d'affaires rue Saint-Sulpice, puis rue de la Clef.

Thouzery se chargeait de faire escompter les billets à ordre émis par des commerçants à court d'argent. Mais il gardait le montant des billets pour son usage personnel. Il a été condamné à six mois de prison.

— On a fait grand bruit d'une affaire d'escroquerie, colossale disait-on, dont l'auteur serait un nommé Joseph Simson, possesseur d'une usine de produits chimiques à Croissy. Il y a contre cet homme deux plaintes de gens qui prétendent que Simson a une société fondée par lui, société qui paraît être fictive. Interrogé par M. Roty, juge d'instruction, Simson a affirmé que sa société est régulièrement constituée et a son siège à Londres et qu'il est victime de la vengeance d'un employé congédié.

L'instruction démontrera quelle est la vérité dans cette affaire.

INCENDIES

Un commencement d'incendie s'est déclaré hier dans un atelier de l'hôtel des Monnaies. Il a été promptement éteint.

Autres incendies, rue Mademoiselle, 80, dans un restaurant, et, 5, passage Prévost, dans l'atelier de M. Boissière, polisseur, et dans deux autres ateliers voisins. Pas d'accidents, mais des dégâts considérables.

Jean de Paris.

TÉLÉGRAMMES & CORRESPONDANCES

Le pèlerinage en Terre-Sainte

— Le navire spécial *Etoile* a embarqué aujourd'hui, à destination de la Terre-Sainte, les pèlerins du trentième pèlerinage de Penitence. Les pèlerins, au nombre de deux cents, avec quarante-cinq prêtres et deux évêques, avaient assisté, avant l'embarquement, à une cérémonie qui a eu lieu à Notre-Dame-de-la-Garde, sous la présidence de l'évêque de Gap.

L'ex-président Castro

— *Bordeaux*. — L'ex-président Castro a retenu son passage sur le paquebot *Guadalupe*, qui partira le 26 mars.

Le consul du Venezuela à Bordeaux aurait été avisé par le docteur Paul, envoyé du Venezuela, actuellement à Berlin, que l'ex-président Castro serait arrêté si débarquant au Venezuela.

Il est possible que l'ex-président s'arrête à la Trinidad pour attendre les événements.

Les grèves de Mazamet

— *Mazamet*. — Les grévistes sont restés calmes aujourd'hui. Ils ont refusé l'intervention du baron Reille qui leur avait offert de s'employer à chercher un terrain d'entente avec les patrons.

Ils ont été très fâchés de ce geste, à leur réunion de la nuit dernière, par le délégué parisien des curés et pasteurs, M. Voiron, qui les a engagés à convoquer tous les bureaux des syndicats de la ville, afin d'étudier l'opportunité de la grève générale à Mazamet. Cette proposition a été approuvée.

Argus.

COURRIER DES THÉÂTRES

Ce soir :

— A l'Opéra, à 8 heures, *Samson et Dalila* (Mlle Charbonnel, MM. Franz, Noté, Marcoux, Lequien) ; *Jacotte* (Mlle Zambelli).

— A la Comédie-Française, à 8 h. 1/2, *Il était une bergère*, (M. Grandval, Mmes Lara, Yvonne Liffraud) ; *Le Marquis de Priola*, en 3 actes, en prose, de M. Henri Lavedan (MM. Le Bargy, le marquis de Priola ; Louis Delaunay, Le Chesne ; Falcomier, Justin ; Charles Esquier, un invité ; Grand, Brabant ; Desnoes, Pierre Morin ; Paul Numa ; le docteur Savariès ; Jacques Guilhaume, un invité ; Décard, un domestique ; Mmes Cécile Soré, Mme de Vallery ; Delvair, Mme Savariès ; Génial, Mme Le Chesne ; Lherbay, une femme de chambre).

— A l'Opéra-Comique, à 8 h. 1/4, *Sapho* (Mme Marguerite Carré, M. Salignac).

— A l'Odéon, à 9 heures, *Beethoven* (MM. Desjardins, Bernard, Desfontaines, Vargas, Joubé, Mmes Barjac, Albane, de Pouzols, Lucie Colas, Barsange).

Orchestre Colonne.

— Aux Variétés, à 9 heures précises, *Le Roi* (MM. Brasseur, Guy, Max Dearly, Prince, Numès, Moricey, Simon, Petit, etc., Mmes Marcelle Lender, Amélie Diétrier, etc., et Mlle Lantheville dans le rôle de Marie Bourdier). — A 11 heures, au 3^e acte, la Réception officielle.

On commencera, à 8 h. 1/4, par *Un mari trop mat* (Miles Chapelas, Harhold, MM. Rocher, Dupuis, Reusy).

— Au Théâtre lyrique municipal (Gaité), à 8 h. 1/2, la Favorite (Mmes Delna, Kerhouan, MM. Affre, Boulogne, Paty, Sardet).

— A la Renaissance, relâche.

— Au théâtre Réjane, à 8 h. 3/4, *Trains de luxe* (Mmes Réjane, Marie Magnier, Yvonne de Bray, Delphine Renot, Dermoz, MM. Signoret, Tréville, Puygallard, Elie Febvre, Bosman).

— Au théâtre Michel, à 9 heures, 130^e représentation de *Le Poulainier* (Mlle Jeanne Thomassin, Léo Renn, Juliette Margel, Mlle Berthe Legrand, Mlle Marie Calvill, MM. Henry Barget, André Helly, *Plumet*, et *Poils* (Mlle Arlette Dorgère, Léo Renn, MM. Harry Bar, Hardoux) ; *La Secousse* (Mlle N. Trouhanova, MM. Paul Franck, Bressol) ; *Le Bon Parassie* (Mlle Depallin, MM. Bouchez, Keller).

— Aux Capucines, à 9 heures, *Chassé-Croisé* (Mlle Mérindol, MM. Jalabert, Hobret), *Le Médecin du cœur* (Mlle Fanny Valdec, Diane Hamond, Anie Perrey, MM. Carpentier, Orsy), *Où l'on a neuf* ! revue gaillarde (Miles Thérèse Cenay, Spinnely, Debrennes, MM. Berthez, Prad, Darnley, Orsy).

— Au théâtre du Grand-Guignol, à 9 heures, *Le Bigame*, *Gaudule*, *Mme Agathe*, *Justice est faite*, *Un Concert chez les fous*.

— A la Comédie-Royale, à 9 heures : *Les Meubles*, *Paillard*, *Le Diable à quatre*, *Mme Guyon* et *Victor Henry* ; *Mirette à ses parents* (Mlle Daussmond, MM. Girier et Silvestre).

Comme on l'a vu plus haut, Mme Marguerite Carré chante *Sapho*, ce soir. L'émminente cantatrice a été choisie dans l'œuvre ardente de Massenet l'occasion d'une de ses interprétations les plus humaines et les plus belles. Le

public l'y acclamera ce soir, avec M. Salignac, comme à chaque représentation.

Hier :

Un léger incident a troublé hier, un très court instant, la représentation de *Solange* à l'Opéra-Comique. Pendant le dernier acte, un spectateur, sous le coup d'une attaque d'épilepsie, se leva en étendant les bras et chancela.

Des personnes autour de lui prirent peur ; un brouhaha ensuivit, l'orchestre et les chanteurs s'arrêtèrent. Le spectateur souffrant fut aussitôt emporté et la représentation, très applaudie, continua.

Mlle Mathilde Caumont a signé hier pour deux années avec M. Henri Micheau, aux Nouveautés. C'est la consécration du très gros succès personnel remporté dans *Une grosse affaire* par la spirituelle artiste. Tous ceux qui ont vu ou qui vont voir l'amusante pièce de MM. Maurice Hennequin et Pierre Véber se réjouiront de l'entrée définitive de Mlle Mathilde Caumont aux Nouveautés.

M. Henri Micheau a également engagé M. Coquet pour deux années.

Demain

C'est demain soir que les abonnés de l'Opéra-Comique entendront Mme Lescaudron dans *Phigénie en Tauride*. La grande artiste sera entourée de MM. Fédoroff, Ghanne, Allard et de Mlle Brohly.

Demain, en matinée, à deux heures (pour la deuxième série des matinées-conférences du jeudi), l'Odéon donnera le *Mariage de Figaro*, avec une conférence de M. Jules Renard. Samedi prochain 27 mars, à deux heures, matinée exceptionnelle de *Beethoven*, le triomphal succès de l'Odéon, avec le concours de l'orchestre Colonne.

A l'Ecole des hautes études sociales, 46, rue de la Sorbonne, M. Camille Le Senne fera lundi prochain son feuilleton parlé hebdomadaire à quatre heures et quart sur *Beethoven*.

Mlle Lise d'Alajac chantera demain, en matinée, au Théâtre lyrique municipal, de la Gaité, dans la *Vivandière*, le rôle de Marion, qui lui a valu un brillant succès.

Mmes Armande Cassive, Van Doren, MM. Gémier et Janvier figureront, demain, en tête de la distribution de la *Clairière*, en matinée, comme le soir, au théâtre Antoine.

Véronique, aux Folies-Dramatiques, sera représentée, demain, pour la dernière fois, en matinée. Le soir, dernière représentation de l'œuvre charmante de M. André Messager.

Au Grand Guignol, les matinées sont de plus en plus nombreuses. Le programme est absolument le même que celui de la soirée. Demain, jeudi, *Un Concert chez les fous*, *Gaudule*, *Justice est faite*, *Le Bigame*, *Mme Agathe*.

Demain, changement de spectacle au théâtre du Jardin d'acclimatation, par suite de l'indisposition du ténor Bailly. Au lieu du *Postillon de Longjumeau* on donnera *Haydée*, avec cette distribution : M. Leduc, Loredan ; M. Matès, Andina, Domingo ; M. Durand, Miliopieri ; M. Meyevole, Domingo ; Mmes Andria Minivelle, Haydée ; Mme de Palhen, Rafaela. On commencera à deux heures précises.

Dimanche, le *Trouvère*.

Au jour le jour :

M. Messager conduira samedi prochain, à l'Opéra, la *Valkyrie*. Il sera arrivé le matin même de Biarritz où il se remet en ce moment de l'attaque de grippe qui, sur l'ordre des médecins, l'a contraint à prendre quelque repos.

Nous avons dit déjà que les principaux rôles de *L'Honneur et l'Argent* seront tenus à la Comédie-Française par M. Leitner, M. Alexandre (qui y continuera ses débuts), Mmes Lara et Maille. Les répétitions de l'œuvre de Ponsard (qui, s'en doute-t-on, fut jouée plus de 200 fois à la création), sont activement poussées. Mlle Reichenberg, lors de la dernière reprise à la Comédie-Française, avait interprété délicieusement le rôle de la jeune Mlle Maille ; avec la plus délicate obligeance, elle a bien voulu donner des indications qui aideront certainement au succès de cette reprise.

Vendredi, *Ruy Blas* aura un nouveau Don César de Bazan. Ce soir-là, en effet, M. Paul Numa jouera pour la première fois le rôle — et, si nous en croyons des bruits de coulisse, il y apportera une excellente interprétation.

Les Trente Ans de théâtre fêteront le samedi 3 avril, en matinée, au Châtelet, obligamment mis à leur disposition par M. Fontaines, la nomination à l'Institut de M. Gabriel Fauré, qui est un de leurs présidents d'honneur.

M. Gabriel Fauré, avec l'orchestre Lamoureux, ayant à sa tête M. Camille Chevillard, dirigera la première fois, en Turquie, une foule turque paraissant à la scène. Il n'y a d'autre bruit que celui des braves, — des chœurs braves de l'assistance pour l'œuvre et son interprète.

De New-York : Un des plus gros succès du Metropolitan Opera, cette saison, est la série des représentations de *Manon*, avec Caruso et une nouvelle étoile, d'origine australienne comme Mlle Maria Frenna. Mlle Frenna, d'un physique gracieux et charmant, d'une voix au timbre très pur, et d'un beau talent de comédienne, Mlle Frenna a déjà été très applaudie à Buenos-Aires, à Bruxelles et au Covent Garden Opera de Londres. Grâce à ces deux artistes de mérite, la musique française, une fois de plus, a triomphé de l'autre côté de l'Océan.

Mme Sarah Bernhardt vient de recevoir une pièce gaie, en quatre actes, en vers, de MM. Eugène et Edouard Adenis. Titre : *Les Noces de Panurge*.

Le rôle de Panurge sera créé par Mme Sarah Bernhardt.

La Reine chez le Roi.

A la demande du Comité des fêtes de Paris, M. Fernand Samet a mis gracieusement à la disposition de la Reine des reines, pour vendredi prochain 26 mars, aux Variétés, une grande avant-scène qu'elle occupera, entourée de ses demoiselles d'honneur, dans leurs costumes officiels.

Trains de luxe, le brillante comédie de M. Abel Hermant, dont la cinquantaine aura lieu au théâtre Réjane, samedi prochain 27 mars, ne pourra plus avoir, cette saison, que huit représentations. Mme Réjane avait, en effet, donné à Catulle Mendès l'assurance que sa pièce, *Impératrice*, serait représentée, au plus tard, le 1^{er} avril, et tous les engagements d'artistes, notamment celui de M. de Max, partent de cette date.

Les Trains de luxe ne tarderont pas d'ailleurs à ramener de nombreux spectateurs au charmant théâtre de la rue Blanche ; car c'est dans la comédie de M. Abel Hermant que Mme Réjane reparaitra devant le public parisien, au début de la saison prochaine, à son retour de l'Amérique du Sud.

M. Jean Coquelin, souffrant, ne pourra pas, comme il le souhaitait, jouer le rôle de Coupeau dans *L'Assommoir*, à l'Ambigu. Des plus dévils qui l'ont frappé. M. Jean Coquelin est dans un état de santé qui lui rendrait étonnante l'interprétation d'un rôle aussi pénible que celui de Coupeau, et il a dû se résoudre à prendre quelque repos.

C'est M. Decori qui jouera Coupeau ; il aura pour principaux partenaires Mmes Loline Yahné, Descalzas, Alice Barton, MM.

Galipaux, Paul Fugère, Dieudonné, André Hall, Dean.

Répétition générale, lundi 5 avril ; première, le lendemain.

La causerie que M. Marcel Frager fera au théâtre Michel le mardi 30 mars s'annonce des plus attrayantes. On sait le succès qu'a obtenu le jeune conférencier avec le théâtre de la Révolution ; il évoquera, cette fois, le charme et la vogue des petits spectacles où triomphèrent Mme de Pompadour et Marie-Antoinette. Parmi les œuvres des maîtres favoris du dix-huitième siècle inscrites au programme, la moins curieuse ne sera pas ce *Devin du Village*, dont la musique, si fraîche, fut écrite par J.-J. Rousseau, et qu'on n'a pas entendue depuis 1892.

Prétendez-vous que cette matinée : Mmes Le Senne, Boyer de Laforêt, Berthe Bovy, Vallandri, La Palme, Bakkers, MM. J. de Féraudy, La Varenne, Dousset.

Samedi, au théâtre Antoine, grande matinée de gala, organisée par la Solidarité théâtrale. Au programme : Miles Delna et Alice Verlet, accompagnées par l'orchestre de la Gaité, sous la direction de M. Anaton ; Fursy, dans son répertoire ; Mlle Dussane, de la Comédie-Française ; Polin, Dickson, C. Martens, etc. ; le *Légataire*, joué par la troupe du théâtre Antoine, enfin une amusante revue de Joë Bridge et H. Gréjols. *Tous invités*, jouée par Mmes Juliette Claret et Jane Orvan. MM. Girier, Max-Moré, Dutard, Forréat, Carlos Avril, et l'un des auteurs, M. Joe Bridge.

M. Lugné-Poe a définitivement fixé au 1^{er} avril la répétition générale du prochain spectacle de « l'Œuvre », le *Roi Bombance*. La répétition générale aura lieu dans la salle du théâtre Marigny.

Ainsi que nous l'avons annoncé, l'Opéra italien de M. Castellano, qui va donner une série de trente représentations au théâtre des Folies-Dramatiques, avec une troupe composée des plus grandes étoiles italiennes, commencera ses représentations samedi prochain avec le *Trouvère*.

La veille, le vendredi soir, soirée de gala offerte à la presse et où l'on entendra la *Somnambule* avec Mme Galvani, et le troisième acte du *Trouvère*, avec le célèbre ténor Zerola.

Pendant que se terminent de la plus brillante façon les représentations du *Médecin du cœur* et de la revue *Où l'on a neuf*, dont la dernière aura lieu samedi, on répète activement, aux Capucines, le nouveau spectacle qui passera irrévocablement le samedi 27 mars, en matinée, en répétition générale et mercredi en première représentation. Deux jours de relâche sont, en effet, nécessaires pour la mise au point de l'opérette et des deux comédies qui composent ce nouveau spectacle.

On peut louer dès aujourd'hui pour la première représentation et les suivantes.

M. Armand Berthez vient d'engager Mlle Marguerite Deval pour le grand rôle de l'opérette de MM. Michel Carré, André Barde et Charles Cuivillier, qui sera le clou du prochain spectacle.

M. André Ixels, qui est un enthousiaste de l'Espagne, de la grande école de la *Manzanera*, fera lundi prochain, à 4 heures, au théâtre des Arts, une conférence sur « la Musique et les danses populaires espagnoles ».

On entendra ensuite le célèbre trio des guitaristes Barrios, dans les œuvres d'Albeniz, etc. Mlle Vera Sergine dira des poésies de Baudelaire et de Gautier. Enfin, les danses, gitanes, Moguigno et Antonio de Bilbao exécuteront leurs pas les plus caractéristiques.

C'est irrévocablement le 1^{er} avril que « *Mal-broug* » revient de guerre au théâtre Femina. Qu'on se le dise et qu'on se hâte d'aller applaudir deux fois encore, jeudi et dimanche, *Gribouille détective*, le triomphateur actuel des Matinées pour la jeunesse.

De Reims :

Manoël, un drame lyrique émouvant de MM. Montoya et Lambert, musique de M. Emile Nerini, vient de remporter au Théâtre municipal un très grand succès.

De Bruxelles, on nous apprend que M. Gabriel Nigod, le poète des *Contes de la Limousine* (dont Mme Yvette Guilbert interprète un intéressant fragment demain jeudi, en matinée, au Gymnase), vient de faire recevoir au théâtre du Parc, à Bruxelles, une pièce en trois actes, la *Brulette*. Le principal rôle en sera créé par Mme Yvette Guilbert, l'an prochain.

On nous écrit de Constantinople :

Mlle Blanche Toutain a créé brillamment, au cours de la tournée d'Orient qu'elle vient de terminer sous la direction de M. Lugné-Poe, une œuvre locale extrêmement originale : *Léila*, de Izet-Melybey.

On avait craint des manifestations, parce que, par la première fois, en Turquie, une femme turque paraissait à la scène. Il n'y a d'autre bruit que celui des braves, — des chœurs braves de l'assistance pour l'œuvre et son interprète.

De New-York :

Un des plus gros succès du Metropolitan Opera, cette saison, est la série des représentations de *Manon*, avec Caruso et une nouvelle étoile, d'origine australienne comme Mlle Maria Frenna. Mlle Frenna, d'un physique gracieux et charmant, d'une voix au timbre très pur, et d'un beau talent de comédienne, Mlle Frenna a déjà été très applaudie à Buenos-Aires, à Bruxelles et au Covent Garden Opera de Londres. Grâce à ces deux artistes de mérite, la musique française, une fois de plus, a triomphé de l'autre côté de l'Océan.

Serge Bassot.

SPECTACLES & CONCERTS

FURSY RENTRE DANS SA BOITE. — Ce fut un petit événement, mais un événement joyeux, éminemment joyeux.

Pour la circonstance, le chansonnier nous a gratifiés, notamment, d'une chanson extraordinaire, nous traduisant à merveille le sentiment général à propos de la grève des P. T. T. et des fantaisies sociales de MM. Pataud et autres. Son *Voilà pourquoi je suis républicain* ! marqué au coin de l'ironie la plus mordante, a été véritablement acclamé par toute la salle.

Puis il improvisa une chanson, sur des rimes et un sujet donnés, et la rapidité qu'il mit à trouver ses deux premiers couplets lui valut encore une petite ovation.

Ménages (Suite)

Mén. 38 a., 1 m. 78, d. pl. val. m. d'hot. b. cuis. quitte cause dév. Exr. L. C. 101, r. Mironesini.
Ménage valet de ch. et cuisinière, 34 et 38 ans, recom. par gouv. maître. Ecrite M. 9, Figaro.
Ménage 30 a., val. ch. con. tr. b. serv. et tr. b. cuis. d. pl. recp. m. J.B. 104, av. Victor-Hugo.
Jeune ménagé demande place valet et cuisinière. Ecrite C. 308, Figaro.

Cours de cuisine

COURS DE CUISINE ET PATISSERIE, au journal le *Cordon-Rouge*, 123, St-Honoré, et 71, r. de la Pompe.

Cuisiniers

Bon valet de chamb.-cuisinier, connaît service de M. seul, dem. pl. b. référ. Jean, 16, r. de l'Ancre.
Cuisinier-valet, 33 a., propre, recom. verbal. par maître, désire place. Ecrite P. 20, rue Jacob.
Cuisinier-pâtissier, 28 ans, demande place, recom. par maître. Mobsers, 59, r. des Belles-Feuilles.

Cuisinières

Cuisinière ou à faire, 28 a., fais. cuisine très soignée, dem. pl. b. réf. T. 194, r. Courcelles.
Excellente cuisinière-pâtissière, 32 a., dem. pl. b. référ. R. L. B. 13, rue d'Armaille.
Dile, 30 a., tr. b. cuisinière, dem. pl. stable, 6 a. de références verbales. A. P. 28, rue Nicolo.
Cuisinière ou à faire, 30 ans, désire pl. av. fem. de ch. ou valet. Bon réf. Petit, 27, r. de Rome.
Bonne cuisinière, 30 ans, bonnes références, demande place. C. P. 26, rue Mozart.

Bonne cuisinière-pâtissière, b. réf. dés. place Paris ou camp. — A. B. 3, rue de Courcelles.
Tr. b. cuisinière s'ach. par. glac. et pâtis. b. réf. dés. pl. J. W. 13, rue Gustave-Courbet.

Cuisinière Vve, 37 a., tr. cap., fait pâtis. glac. 4 a. m. mais, dem. pl. réf. M. F. 3, r. Campagne-1.
Cuisin-pât., 37 a., d. pl. réf. verb. M. 7, r. Lévêque.
Cuisinière, faisant mén. dem. place stable, b. référ. verb. G. M. 80, avenue Kléber.

Tr. b. cuisinière, excell. réf., 40 a. m. maison, dés. place. Ecrite Fontaine, 28, r. Bons-Enfants.
Excell. cuisinière, con. pâtis. glac. demande place. Références verb. C. J. 16, rue Nollet.

B. cuisinière, 35 a., pâtis., glacière, demande place, longues référ. F. A. 3, rue Monceau.
Tr. b. cuisinière, 32 ans, veuve, enc. en pl. fais. pâtis. propr. écon. dem. pl. stable. Ecrite avec les conditions : S. 4, rue Pierre-LeGrand.

Tr. b. cuisinière-pât., glac. 32 a., d. pl. stable Paris, camp. b. référ. G. L. 6, r. Valenciennes.
Cuisin., 27 a., d. pl. ext. réf. C. B. 10, av. Wagram.

Tr. b. cuisinière-pât., glac. 46 a., 4 et 5 a. m. mais, d. pl. J. M. 9, r. Saint-Romain.
Tr. b. cuisinière, 34 a., f. g. l. pâtis. 5-8 a. réf. verb. rec. p. m. tr. d. P. R. 15, r. Lamennais.

Cuisinière, b. mén. 38 ans, excellentes référ., demande place ou extra. 30, rue Marbut.
Cuisinière-fais. mén., 39 a., 11 a. en 2 pl. rec. m. tr. d. pl. av. fem. ch. Paris, camp. M. V. 94, r. Longchamp.

Tr. b. b. cuisinière, 33 ans, très bon renseignements, désire place. Ecrite L. S. Figaro.
Cuisinière-glac. pâtis., 30 a., 3 a. 1/2 de bonnes référ., dem. place stable. Ecrite A. R. 99, St-Honoré.

Cuisinière, 40 a., recommandée p. maître, quitte cause décès, désire place. Ecrite Figaro, B. B.
Bonne cuisinière, dem. place, 26 ans, fait mén. avec femme de ch. 24, rue Doudeauville, M. L.

Cuisinière, Alsacienne, 26 ans, fait place chez une artiste, bonnes référ. Ecrite O. A. Figaro.
Bonne cuisinière, 30 ans, fait mén. dem. place, b. référ. verb. M. L. 16, rue Monceau.

Très b. cuisinière-pâtis., 32 a., av. de sér. réf. désire place. — Ecrite : C. V. 99, au Figaro.
F. cuisinière capab., écon., 2 et 6 a. réf. verb. demande place. — L. R. 8, rue Demours.
Veuve, 39 ans, très b. cuisinière, très b. référ. références, dem. place. Ecrite V. D. 23, Figaro.
Cuisinière 40 a., vive, très cap., pâtis.-glac. dem. pl. av. fem. cuis. ou s. tr. b. r. v. M. S. 7, r. Belloy.
Tr. b. cuisinière-pât., glac., 37 a., cél. b. 3 et 5 a. de réf. verb. dés. pl. A. L. 25, rue Demours.
Tr. b. cuisinière fais. peu mén., prop. act. sér. b. r., des pl. Paris ou camp. Maria, 41, r. de Seine.
Très b. cuisinière, 30 ans, très b. référ. désire place. Ecrite J. C. 4, Figaro.

Gouvernantes d'enfants

On demande pour s'occuper d'un jeune garçon, une personne instruite, distinguée, veuve ou célibataire, 30 à 40 ans. C. V. 21, r. Louis-David.

Jeune institutrice allem. cathol., excell. music., dem. pl. gouv. enfants. Ecrite D. 171, Figaro.
Veuve, 26 ans, apr. revers, ch. pl. gouvernante enfants ou dame de comp. B. carac. très satisfaisant. pers. agréée univ. Voyag. Heurvaud, 225, r. Charenton.

Dem. d'allemand, bonne fam., parl. franç. dés. pl. gouv. pr. enfant. Ecrite H. T. 40, r. Gay-Lussac.
A. allemande, 27 ans, dés. place près jeunes enfants ou bébé, très b. référ. Ecrite R. S. Figaro.

Gardes d'enfants

Ménage très honorable, habitant parc de Neuilly, à peu de distance du Bois, prendrait enfant en garde à partir de 2 ans, soins dévoués.
Mme Laprovotte, 37, rue Danton, à Levallois.

Nourrices, Bonnes d'enfants

Nourrice sèche, 40 a., d. pl., réf. 89, av. Villiers, V. M.
Jeune fille allemande, sach. un peu franç., b. place bonne d'enfant. Ecrite L. H. 181, Figaro.

Nourrice, dem. pl., nouveau-né de préf., recom. par maîtres. M. P. 94, avenue Henri-Martin.
Veuve, nourrice sèche, 36 a., désire place dans famille étrang. Voyag. Ecrite M. O. B. Figaro.

Nourr. sèche, 38 a., d. pl. réf. M. L. r. Barouillière.
Nourrice sèche dés. place pr. nouveau-né, recom. par maîtres et docteur. Ecrite L. V. 2, Figaro.

Bonnes à tout faire

On dem. bonne à tout faire, 30 à 40 a., sachant bien ménage et cuisine, très b. référ. exigées. S'adresser de midi à 4 heures, 40, square Money.

On dem. 2 bonnes à t. faire, l'une sach. cuis., l'autre genre fine ch. réf. verb. R. C. 6, r. Glück, le matin.

Valets de pied, Grooms

Jeune hme, 18 a., 1 m. 80, dem. place valet de pied ou valet chambre, bon réf. S. C. 32, av. Kléber.

Cochers

Cocher, 39 ans, dem. place Paris ou env. bon. réf. et connaît bien Paris. Leroy, 8, r. Renault.

Wattmen

EXCELLENT CHAUFFEUR-MÉCANICIEN, so. bre, prudent, correct, connaissant à fond les auto, références 1^{er} ordre, demande place. Ecrite à M. TOUSSAINT, 7, rue Achille-Martin, Paris.

Chauffeur-mécanicien, 30 ans, références 7 ans, désire place. — Ecrite : B. F. C. Figaro.
Chauffeur auto, très expérimenté, connaît tous systèmes, mise au point, réparations, demande place, bonnes références. Ecrite K. L. 8, Figaro.

Chauff. ancien cocher, 31 ans, b. référ. 11 a. serv. Paris, des pl. J. Papon, 28, r. de la Trémoille.
Chauffeur, 28 ans, cél. b., dem. pl., début, parlant allem. et angl., voyag. Ecrite P. R. 2, Figaro.

Concierges, Gardes de propriété

Ménage 32 a., dés. place concierge pour femme s. le, mari empl. administr. Bon réf. 105, r. la Santé, H. B.

Mén. 34-30 a., anc. domest. con. téléph. calorif., d. pl. concierge, b. référ. Ecrite S. D. 33, Balagny.

Ménage s. enf., 40 a. domest. tr. b. référ., recom. m. m. tr. d. pl. concierge. P. P. 30, r. d'Aumale.

Ménage, excellent concierge, 43 a., tr. b. au cour. du service, dés. place plus haute, maison de rapport. — J. R. 68, rue de la Jonquière.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Homme veuf dem. place gardien de nuit pour boutique ou commerce ou petite propriété environs. Bonnes référ. Ecrite J. 12, r. Berthe, L. Héault.

Jeune ménagé s. enf., mari empl. des postes, dés. place concierge. Ecrite Y. V. 3, Figaro.

Mén. s. enf. concierge, d. m. pl. Ecrite G. F. 4, Figaro.

Ménage s. enf., 13 a. concierge, dem. pl. maison de rapp. Réf. 1^{er} ordre. Ecrite D. G. 7, Figaro.

Ménage concierge, s. enf., 34-28 a., anc. dom. rec. p. maître, dem. pl. A. L. 18, r. Pierre-Charon.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage, 33-26 a., dem. pl. concierge, tr. sérieux, b. référ. Ecrite A. P. Figaro.

Ménage s. enf., 18 ans concierge, dem. place maison de rapp. Réf. 1^{er} ordre. D. G. 7, av. d'Orléans, 40.

Jardiniers

Bon jardinier, marié, enf., tr. capable. B. n. réf. dés. pl. C. J., rue des Artistes, 2, Arcueil-Cachan (Seine).

Jardinier-horticulteur, marié, 34 ans, s. enf., très b. référ. dem. pl. femme à tout faire Ecrite O. M. Jardinier à Bessancourt (Seine-et-Oise).

Jardin, marié, 40 a., 1 enfant 8 a., diplômé, act. plac. dés. 10 ans, départ c. décès, dem. place. Decante, Epinay-sous-Senart, Brunoy (S.-et-Oise).

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.

Ménages de province à tout faire et de prévisions modestes. Pualet, 131, rue Saint-Honoré.